

Le Libertaire

hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu toute la somme de bonheur adéquate, à toute époque, au développement progressif de l'humanité.

ABONNEMENT POUR LA FRANCE

Un an. 6 fr. 1
Six mois. 3 fr. 1
Trois mois. 1 fr. 50

ADMINISTRATION ET RÉDACTION

PARIS — 15, RUE D'ORSEL, 15 — PARIS

Adresser tout ce qui concerne le journal
à Louis MATHA, Administrateur

ABONNEMENT POUR L'ÉTRANGER

Un an. 8 fr.
Six mois. 4 fr.
Trois mois. 2 fr.

L'Antimilitarisme aux Assises

ÉTRENNES RÉPUBLICAINES : 36 ANS DE PRISON ; 2.600 FRANCS D'AMENDE

La même Affiche

La condamnation des anti-militaristes a une importance plus grande que celle d'un défi lancé aux ennemis de la caserne ; elle marque une période critique d'antagonisme de classes.

Les événements se précipitent : la révolution russe, d'un côté — tantôt victorieuse, tantôt vaincue — l'agitation des prolétariats occidentaux, d'un autre côté, vont bientôt ébranler la vieille Europe. 1906 peut nous apporter la guerre et la révolution, l'une entraînant l'autre.

Il appartient plus que jamais aux révolutionnaires de montrer que, loin de s'abandonner aveuglément au hasard ou aux rêveries mystiques sur le parfait bonheur de l'an 3.000 — ce qui a été jusqu'alors l'écueil mortel des transformateurs sociaux, — ils ont une orientation nette, un plan d'action, une tactique.

Avoir un programme et pas d'idéal ravalement le révolutionnaire au rang des politiciens professionnels. Avoir un idéal et pas de programme ferait du révolutionnaire un impuissant, destiné à devenir fatalement un vaincu.

Il nous faut donc à la fois un idéal et un programme, programme pratique d'action soutenue. Si le mot « programme » répugne à quelques compagnons, effrayés surtout des mots, comme rappelant les mystifications électorales, disons un « plan de campagne ». Peu importe, l'appellation, pourvu qu'on ait la chose.

Respecter la spontanéité, les efforts individuels en y ajoutant l'appoint in-

dispensable des efforts méthodiques et combinés, telle est la tactique rationnelle.

Tout d'abord, il s'agit de riposter au verdict frappant les antimilitaristes. Ces derniers doivent montrer à la fois à leurs amis et à leurs ennemis qu'ils plongent dans la masse, de fortes racines ramifiées partout ; que le manifeste condamné est l'expression du sentiment, non de 28 militants, mais d'innombrables prolétaires, lassés de l'honneur de cimenter de leur sang, l'ordre social qui les écrase.

Il n'y a donc — et c'est, d'ailleurs un sentiment général que j'exprime — qu'à republier exactement la même affiche, signée, cette fois, par des centaines de noms. Nous verrons comment les juges s'y prendront pour condamner des centaines de signataires, prêts, d'ailleurs, à devenir, à une troisième fois, des milliers. Et, si on ne les poursuit pas, comment pourra-t-on, même en régime capitaliste et autoritaire, appliquer la condamnation prononcée contre 26 des signataires sur 28 ?

Pour cela, il importe que le texte de l'affiche à publier, quelles qu'eussent pu être nos préférences ou nos critiques de forme, demeure identique à celui de l'affiche condamnée, afin que la magistrature ne puisse expliquer par aucun faux-fuyant une différence d'attitude. D'ailleurs, il faudrait du temps pour que des centaines de signataires se missent d'accord sur le texte d'une nouvelle affiche, et le temps est une denrée, que les révolutionnaires doivent s'habituer à ne jamais gaspiller.

Ch. Malato.

Le Procès de l'A. I. A.

Il fut rarement donné d'assister à des débats de l'importance de ceux du *Procès des antimilitaristes*. D'ordinaire, la Cour d'assises n'a rien de commun avec une tribune où peuvent se discuter des problèmes philosophiques et sociaux. Le plus souvent, les affaires criminelles sont d'une lamentable uniformité : meurtre banal d'épouse infidèle par mari jaloux ; assassinat pour vol commis par d'identiques dégénérés ; vulgaires escroqueries.

Les procès politiques ont une autre allure, mais ces procès deviennent rares. Depuis « la période héroïque » de l'anarchie, depuis l'époque, déjà lointaine, du Procès des Trente, les échos de la Cour d'assises ne retentissent plus de fières déclarations.

L'affaire Malato nous ramena, à l'époque des odieux procès de tendances. Mais plus que le procès Malato, plus même que les procès d'anarchistes, l'affaire des Antimilitaristes offrait un intérêt palpitant. Ce n'était plus, en effet, le procès de la police, ni même le procès de l'armée seulement, mais bien le procès de tout un régime, de l'ordre actuel, qui se déroula en ces journées mémorables de fin d'année. Important par la personnalité des accusés, certes, il le fut, mais surtout par les problèmes posés, par l'élévation des idées, par les déclarations de principes, par une libre discussion de cinq journées devant un public imprévu de bourgeois (juges, jurés, avocats) et de prolétaires renégats (policiers, agents, gardes municipaux, reporters).

Important, ce procès le fut encore par l'immense publicité que lui assura la presse. Ce qui, jusqu'ici, n'était publié que dans d'obscurs journaux, put se lire dans les organes à gros tirage et jusque dans les feuilles de conservation sociale.

Par ci, par là, les déclarations des témoins et des accusés furent bien quelque peu travesties, mais il resta assez

de vérités énoncées pour qu'un langage nouveau atteignît le grand public et pour donner à réfléchir au plus obtus des lecteurs du *Petit Journal*. Et c'est quelque chose, cela !

Dans ce Congrès, selon le mot de Lagasse, car ce fut bien plus un Congrès qu'un tribunal, dans ce congrès, l'Armée, la Patrie, — la réalité criminelle et l'absurde religion — furent mises sur la sellette. Les accusés jouèrent là le rôle d'accusateurs ; et avec quelle maîtrise ! Rarement les principes sacrés eurent à subir de tels assauts. Et nous pouvons dire que, malgré le verdict des douze bourgeois parisiens, les véritables condamnés sont bien les préjugés patriotiques et leurs méprisables défenseurs.

Jamais, il n'apparut mieux qu'en ces discussions mémorables, combien l'organisation présente offre d'incohérences, de contradictions, d'absurdités, combien peu elle correspond aux nécessités, quels germes de mort elle porte en son sein.

C'est que les 28 accusés, natures indépendantes et combatives, n'étaient pas de vagues individualités isolées et sans autorité, mais bien les véritables représentants de la classe des travailleurs. C'est ce que l'avocat général sentait bien quand, au cours d'une comparaison qu'il voulait toute à l'avantage des criminels de droit commun, il disait : « *Ce ne sont pas des maîtres de droit commun, mais je me demande s'ils ne sont pas plus dangereux que les criminels de droit commun. La victime de ces derniers, c'est une personne unique, la victime des accusés ce sont tous les citoyens, puisque c'est la nation, c'est la patrie.* »

L'avocat général parle en l'honneur de sa classe. Pour lui, la nation, l'humanité, sont uniquement contenues dans les limites étroites de sa classe. Les accusés ont, eux, des raisons pour penser différemment. René Mouton résuma

fort justement l'affaire dans cette dernière déclaration : « *Vous nous condamnez, mais un million de travailleurs syndiqués nous approuve.* »

Et c'est non seulement la presque totalité des organisations syndicales qui les approuve et les soutient, mais encore les éléments socialistes non contaminés par le parlementarisme, la vigoureuse jeune école qui sous l'impulsion de l'*Avant-Garde* et du *Mouvement socialiste*, brise les vieux cadres et rénove le parti. Et c'est aussi tous les indépendants, tous les esprits fiers, non infectés, tous ceux qui ne voient dans l'armée que la gardienne vigilante d'un ordre injuste et sclérotique qui, sans elle, disparaîtrait.

L'opinion, une partie de l'opinion, abusée par une presse servile au pouvoir et stipendiée par le capital, se réjouira du verdict. Mais un courant d'opinion contraire ne manquera pas de se produire, car la classe ouvrière toute entière se sent atteinte.

Le jury bourgeois a jugé avec sa passion et selon ce qu'il croit être ses intérêts de classe. On est presque tenté de dire : il a bien fait ! En agissant ainsi, il a, suivant l'expression de Gustave Hervé, creusé plus profondément le fossé qui sépare les possédants des non-possédants. Il a, au surplus, indiqué formellement que lorsque le conflit sera devenu plus aigu la lutte sera impitoyable. La bourgeoisie, quand elle réprime, ne fait pas de quartier. Nous avons déjà maints exemples de sa férocité. Mais puisqu'elle veut la lutte, elle fera bien de tenir compte que le prolétariat actuel a pris conscience de ses possibilités. Ce n'est plus la cohue amorphe des mouvements antérieurs. C'est, aujourd'hui, une puissance qui sait ce qu'elle veut et qui connaît pour l'obtenir, des moyens plus efficaces que l'action parlementaire préconisée par M. Séligman.

Le verdict du 30 décembre montre que l'ère des discussions est close. L'affiche parlementaire. Elle posait une interrogation redoutable. — Le jury a dit : la question ne sera pas posée.

Comme si ces douze représentants du vieux monde se croyaient omnipotents et infailibles, ils ont osé mettre un frein à la libre affirmation de l'idée. Cette témérité est simplement grotesque. Si l'on peut, à la rigueur, museler l'esprit original et novateur que son originalité même isole et transforme en proie facile, si l'on peut faire taire celui qui est seul de son opinion, on ne saurait impunément remonter un courant aussi rapide que l'antimilitarisme et l'antipatriotisme.

Les idées traduites à la Cour d'Assises par les 28 accusés sont des idées vivaces que tous les ouvriers éclairés partageront. Le délit commis, puisque délit il y a, aurait pu l'être par cent mille individus qui, tous, avec la même fermeté et le même bonheur, eussent revendiqué leur responsabilité.

Nous sommes loin de l'acte incompris d'un précurseur, Galilée ou Jésus, que son temps condamne. Les antimilitaristes de l'A.I.A. il convient de le dire et d'insister, sont de leur temps. Leurs conceptions sont actuelles.

Ce qu'ils veulent on le peut accomplir, dès aujourd'hui. Leurs théories d'audacieuses qu'elles étaient, sont presqu'venues des lieux communs, dans tous les milieux où les prolétaires travaillent à leur libération.

Première Journée

Dès le début, la physionomie du procès prend son véritable caractère qu'elle conservera jusqu'à la fin. Les accusés n'ont rien de l'attitude affaiblie de coupables sur qui s'appesantit la main lourde de la Justice.

L'œil vif, ironiques, prêts à la riposte, ils ont l'air de combattants. Et leur antagoniste est moins l'avocat général Séligman, ce pâle représentant de la vindicte publique, que les vieux rouages de la société, tout ce qui disparaît et disparaîtra sous leurs coups incessants. Chacune de leurs paroles est une charge.

Voici venir, entre des gardes, Bousquet et Garnery qui saluent leurs « complices » d'un cordial « *Bonjour, camarades !* » Tous se lèvent exigeant que leurs camarades détenus assistent, libres, parmi eux, aux débats du procès. Dans le cas contraire ils feront défaut. Une bagarre se produit. Les vingt-six inculpés se précipitent sur les gardes. « Avec nous ! avec nous ! » Bousquet et Garnery sont arrachés des mains de leurs gardiens et — ne pouvant faire autrement — la Cour donne satisfaction en priant les gardes de se retirer.

Le greffier donne lecture de l'arrêt de renvoi. Le président Fabre donne lecture de l'affiche incriminée et demande ensuite à chacun des accusés si c'est volontairement et en connaissance de cause qu'il a signé. Voici, exactement rapportées, les déclarations de chacun des inculpés :

BOUSQUET. — Pour moi, je suis resté sur le terrain ouvrier. Quand l'ouvrier se dresse pour réclamer des droits qui sont pure justice, j'ai toujours vu se dresser entre le capital et le prolétariat, l'armée. J'ai vu le rôle de celle-ci dans les grèves ; elle a traité les ouvriers français comme les cosaques traitent les moujiks. Les coups de cravaches de Longwy ont été le dernier crime qui a provoqué mon indignation.

La guerre aussi est terrible pour l'ouvrier. Toute guerre laisse des douleurs et des larmes dans les chaumières, aussi bien d'un côté de la frontière que de l'autre. J'accepte la responsabilité entière de mes actes. L'avenir justifiera le prolétariat.

URBAIN GOHIER. — J'ai signé l'affiche en connaissance de cause. Je l'ai signée pour une raison accessoire et pour une raison essentielle. L'an prochain, il y aura une grande consultation politique, et, en vue de cette consultation, des politiciens se font une réclame, les uns avec l'antimilitarisme, les autres avec le patriotisme. Eh bien ! nous en verrons quelques-uns à la barre qui viendront ici, devant la justice, dire s'ils sont pour ou contre l'idée patriotique. Ils diront oui ou non. Ma seconde raison est une raison essentielle. J'estime que la propagande pacifique et internationale est le seul moyen de sauver ce pays. Nous vivons à une époque où des gens, nés religieux, ont été éloignés de la religion par la bêtise du clergé. C'est mon histoire. J'ai vu dans ce pays la propagande de Déroulade et j'ai collaboré, dans la mesure de mes moyens, à la réorganisation militaire. Mais je me suis aperçu qu'il n'y avait là qu'une œuvre de façade. J'ai été dégoûté du militarisme et du chauvinisme. J'ai été dégoûté de ces nationalistes qui nous offrent sans cesse la revanche sans nous y conduire jamais. J'ai vu que le chauvinisme ne servait qu'aux politiciens ou à des agitateurs qui nous font dépenser des millions pour ne rien préparer du tout. Quand nous sommes allés à Madagascar, on avait dépensé 25 milliards. Nous avons failli être battus par les Hovas. Après Fachoda, nous avons dépensé 30 milliards. De Fachoda, nous avons dû déguerpir à la première menace anglaise. Nous étions à 40 milliards lors de l'incident Delcassé. La France a chassé son ministre parce que le nez de celui-ci avait déplu au kaiser ! Si ce sont là les résultats du patriotisme, je suis antipatriote. Il n'y a qu'un seul moyen pour sauver le pays. Ce moyen consiste dans la propagande pacifique antimilitariste. Jamais un pays n'a subi une humiliation et une dégradation semblables aux nôtres. Ceux qui devraient être ici ce sont ceux qui ont dépensé nos quarante milliards.

SADRIN. — J'ai signé l'affiche en pleine connaissance de ce qui pouvait m'attendre. On lui reproche d'être violente, je lui reprocherais de ne pas l'être assez. J'aurais voulu qu'elle ait dit aux travailleurs : « Si vous voyez un soldat exécuter l'ordre de ses chefs, tirez sur ce soldat, car celui qui exécute l'ordre du bourreau est plus bourreau que le bourreau lui-même. »

HERVE. — J'ai tellement de crimes sur la conscience qu'il serait bien long d'essayer de me laver en ce moment. Je me réserve pour le réquisitoire de M. l'avocat général, que j'attends avec une sympathique curiosité.

DESPLANQUES. — L'armée n'est faite que pour protéger les patrons. Tant que cette institution protégera le capitalisme, nous serons antimilitaristes.

ALMEREYDA. — Je réserve mes explications pour plus tard alors que l'accusation aura nettement établi l'existence du délit. Le ministère public a cru devoir citer dix-sept témoins à charge ce qui semble indiquer que l'on peut douter de notre culpabilité.

Et si la justice en doute, comment n'en pourrais-je pas douter ?

FELICIE NUMIETSKA. — J'ai signé l'affiche en pleine connaissance et en pleine liberté. Et cela pour une double raison : D'abord, parce que j'ai horreur de la guerre et de ses cruautés ; ensuite par un sentiment d'humanité, par sympathie pour les humbles, les travailleurs contre lesquels se dresse toujours l'armée, quand il s'agit pour eux de soutenir leurs revendications et leurs luttes pour le pain quotidien.

G. YMETOT. — C'est la demi-douzaine fois que je passe aux assises pour cette raison. Le patriotisme, c'est de la fumisterie. Il n'a pas de sens pour les prolétaires. Qui dit patrie dit patrimoine. Les ouvriers n'ayant pas de patrimoine n'ont pas de patrie. L'antipatriotisme et l'antimilitarisme ne font qu'un avec le syndicalisme.

LAZARE ROGEON. — Le militaire professionnel est un bandit. J'ai signé l'affiche sachant bien qu'elle m'amènerait ici et j'y viens sans avoir peur.

PATAUD. — Le patriotisme est l'art de faire défendre, par celui qui ne possède pas, les biens dont un autre est propriétaire. Quand je serai riche, je serai, peut-être, patriote.

BOSCHÉ exprime les mêmes idées.

PERCEAU se réserve.

BONTEMPS. — Je vais prochainement faire mon service militaire. Si on me commande de tirer sur les ouvriers, je tirerai sur les brutes qui me donneront cet ordre.

NICOLET. — J'ai signé l'affiche parce que son texte m'a plu ; il faut fusiller la canaille, mais la vraie.

CASTAGNE. — J'ai signé, parce qu'il importe à mes yeux de ne pas laisser perdre aux jeunes conscrits les idées qu'on leur a inculquées au syndicat.

GRANDIDIER. — Pourquoi j'ai signé l'affiche ? Parce que les idées qui s'y trouvaient exprimées étaient en complet accord avec les miennes. Je suis comme la plupart de mes camarades ici présents, un ouvrier. Il est donc naturel que je sois syndicaliste et révolutionnaire, partant antipatriote et antimilitariste. Je suis fils d'Alsacien-Lorrain. Comme tel, je devrais être patriote. Il n'en est rien. Mon père a fait la campagne de 70. Quand elle fut terminée, on lui fit connaître qu'il avait perdu sa patrie ; mais, il m'a conté n'avoir rien perdu du tout, n'ayant rien eu ni avant ni après la guerre. Pour moi, j'ai cherché partout la patrie et ne l'ai point trouvée.

DUBEROS, pour l'instant, n'a rien à dire.

E. MERLE. — J'ai signé l'affiche parce qu'elle est l'expression exacte de ma pensée. Je l'ai signée non pour quelques vagues sentiments humanitaires, mais pour une idée profonde et réfléchie. A l'école, le maître m'a appris que l'armée était faite pour défendre l'intégrité du territoire. Or, j'ai vu qu'elle était surtout destinée à maintenir les privilèges des classes possédantes. D'ailleurs, je me propose de démontrer, lorsque mon tour de parole viendra, que mon antimilitarisme est la résultante de l'observation attentive du système social actuel.

MOUTON. — J'ai voulu donner un avertissement aux lâches qui se jettent devant l'ennemi et qui commandent l'assassinat d'ouvriers désarmés. Nous sommes moins criminels que les Napoléon.

FRONTIER. — Je suis devenu antimilitariste en entendant mon père, qui a fait la campagne de Crimée en qualité d'officier, faire le récit, en pleurant, des scènes affreuses dont il fut témoin.

CHANVIN. — J'aurais manqué à ma dignité si je n'avais pas signé. Le militarisme est un non-sens social. Le travailleur paie toujours ; c'est toujours pour lui la misère.

COULAIS. — Les travailleurs vont entreprendre au 1^{er} mai 1906 un grand mouvement d'affranchissement. Il était prudent de dire aux camarades de ne pas tirer sur nous. J'ai pensé qu'il n'y aura plus de guerre quand il n'y aura plus d'armée, et qu'il n'y aura plus d'armée quand il n'y aura plus de soldats.

Dix-neuf agents viennent alors déclarer qu'ils ont lacéré des affiches. Dépôtations sans intérêt et bien inutiles, aucun des accusés ne contestant sa part de responsabilité dans la signature et l'affichage des placards.

On procède ensuite à l'audition des témoins cités par la défense.

C'est d'abord Lafargue, le socialiste connu, l'auteur du *Droit à la paresse* qui, d'une voix vibrante, déclare :

« Le parti socialiste est un parti qui veut faire cesser les guerres dans l'humanité. Aussi, j'estime que l'affiche contient un conseil plein de sagesse lorsqu'elle dit aux cons-

crits de désobéir à leurs officiers en cas de grève. La loi défend aux gendarmes et aux agents de police de se servir de leurs armes, à moins qu'ils ne se trouvent en état de légitime défense. L'officier qui fait tirer sur la foule se met au-dessus des lois. Voilà pourquoi les camarades protestent contre les chefs, qui font tirer sur la foule. A l'heure où on a fait l'inspection des fusils, on reconnaît qu'un soldat n'avait pas tiré, et cela parce qu'il avait aperçu sa mère dans la foule.

Le citoyen Dejeante, député de la Seine, dépose en ces termes :

« Vous êtes appelés, messieurs les jurés, à juger un manifeste. En vérité, il y a là une ironie. Sur les murs de France, il y a actuellement un manifeste des classes possédantes contre les protestataires. On vous demande ici de punir un délit d'opinion. Vous ne le ferez pas. Condamner serait aussi odieux que ridicule. C'est à l'opinion publique à juger le manifeste. Les manifestes de la classe ouvrière sont plus énergiques qu'aucuns parce que l'armée fusille les ouvriers réclamant le droit à l'existence. Si la lutte sociale est plus âpre, cela tient à la misère de la population ouvrière ».

Un avocat lui demande si la Chambre eût permis les poursuites contre un député qui aurait signé l'affiche.

DEJEANTE. — Je crois qu'elle ne l'eût pas permis.

Le citoyen COLLY, conseiller municipal, considère qu'on a exagéré l'importance des faits. Volney conseillait déjà aux militaires, il y a plus de cent ans, de désobéir aux rois.

« Moi, j'ai un fils sous les drapeaux. Avant de partir, je lui ai donné des conseils que j'estimais utiles et qui intéressaient sa dignité. Je lui ai dit : si on t'injurie, proteste ; si on te frappe, rends les coups, quels que soient les galons ».

GARNERY, au témoin :

Pouvez-vous nous donner votre opinion sur les causes des guerres ?

COLLY. — La question est vaste. Les guerres résultent des malentendus entre nations, malentendus pouvant provenir d'une chiquenaude donnée à un ambassadeur. (Montrant les prévenus) Je suis absolument d'accord avec tous ces braves gens sur l'antimilitarisme. Les vrais antimilitaristes ce sont ceux qui donnent des coups à nos enfants au régiment. Ce sont eux qui font détester le militarisme. M. d'Estournelles de Constant est beaucoup plus antimilitariste que vous tous. Si j'étais parmi les jurés, je vous acquitterais haut la main.

Le prévenu Laporte pose cette question au témoin :

— Quel est l'élément social qui fait les frais de la guerre ?

Le témoin. — C'est le peuple.

M. MAURICE ALLARD, député du Var :

« Ce procès est extraordinaire. C'est un procès d'opinion. Il est étonnant, dans une République, de voir des procès d'opinion. Les idées exprimées par les prévenus ont été exposées un peu partout. Dans Guy de Maupassant se trouvent des pages sur la guerre qui dépassent en violence les idées émises par les antimilitaristes. Lisez *Sur l'eau*, qui se trouve dans toutes les bibliothèques bourgeoises... Ce procès est une manœuvre électorale, à la veille des élections. En 1867, Gustave Flaubert était poursuivi pour son ouvrage : *Madame Bovary*. Quand on lit le réquisitoire de M. l'avocat général Pinard, on est frappé de sa naïveté artistique et littéraire. Dans dix ans, on trouvera aussi ridicule le réquisitoire de M. l'avocat général dans cette affaire ».

Allard s'étonne de n'avoir jamais été poursuivi. — lui et beaucoup d'autres — car il a exprimé des idées aussi violentes et même plus violentes.

« On ne nous a pas poursuivis, pourquoi les poursuit-on... Chaque jour on dit à la Chambre des choses aussi violentes. Ces choses sont reproduites dans l'*Officiel* que tout le monde peut lire. Les discours des députés sont affichés. Pourquoi ne poursuit-on pas les députés ? — Non, un officier n'a pas le droit de donner l'ordre de tirer et, si l'y a crime, ce n'est pas de tirer sur celui qui a donné cet ordre inique, mais d'exécuter cet ordre. En somme, cette manifestation est bonne. La campagne que mènent les signataires de l'affiche est bonne. Notre tâche est celle de Victor-Hugo : Nous voulons déshonorer la guerre ».

LHERMITTE. — Ce qui est étonnant, c'est qu'on n'ait pas fait le procès des oppresseurs avant celui des opprimés. Il y a huit ans que je dénonce des crimes commis à la caserne et ceux que j'ai accusés n'ont jamais été poursuivis ni inquiétés.

Deuxième Journée

JAURES. — Je déplore ce procès, je le trouve extrêmement fâcheux, d'abord, parce que lorsqu'on poursuit une affiche dont les termes sont si généraux, dont les conseils sont subordonnés à des circonstances tout à fait incertaines, tout à fait hypothétiques et qu'il dépend de la seule volonté d'autres personnes d'écarter, il est impossible de poursuivre l'affiche sans faire un délit d'opinion, et en second lieu, le procès ne peut avoir, pour ceux mêmes qui ont les préoccupations les plus conservatrices, qu'une conséquence, c'est de faire apparaître qu'aujourd'hui, dans l'état présent des esprits et de l'évolution sociale, la société tout entière, avec ses organes, avec sa magistrature avec son armée, avec son Parlement, est impuissante à donner une réponse satisfaisante pour elle-même aux questions poignantes que l'affiche a posées.

Elle pose une question redoutable à propos de l'attitude des soldats dans les grèves et je défie que l'on puisse apporter ici une formule nette dans ce conflit et dans tous les drames auxquels il donne lieu.

J'estime, pour ma part, que la responsabilité sociale dépasse infiniment les responsabilités individuelles, et pas plus que je ne suis disposé à rendre individuellement le patron responsable du système social d'exploitation dont il est l'organe, je ne rends individuellement l'officier responsable du fonctionnement d'un mécanisme dans l'engrenage duquel il est lui-même.

Ainsi, si des officiers transmettent à des soldats, dans une grève, l'ordre monstrueux

à mon sens, qui leur vient souvent de plus haut, de tirer sur des grévistes, j'estime que le devoir des soldats, ce n'est pas de tirer sur les officiers, c'est de résister, de ne pas tirer sur les grévistes, c'est d'aller ainsi devant la société elle-même et de la mettre très nettement en face de sa propre conscience et en face d'un problème qu'aujourd'hui elle est impuissante à résoudre. Si le soldat, ainsi traduit devant un conseil de guerre, peut montrer ses mains sur lesquelles il n'y aura ni le sang de l'officier, ni le sang de ses frères de misère, s'il peut dire : j'ai refusé de tuer, parce qu'il est monstrueux qu'on demande à un ouvrier de tirer sur d'autres ouvriers, je demande quelle réponse fera la société et quelle attitude elle prendra. Et ainsi, c'est la responsabilité sociale elle-même qui apparaîtra, et si l'affiche antimilitariste a eu, à mon sens, le tort, a commis l'erreur d'individualiser à l'excès sur la tête des officiers des responsabilités gouvernementales et sociales qui dépassent et qui dominent infiniment les officiers eux-mêmes, du moins elle a ce mérite de faire apparaître à tous la responsabilité sociale et de poser à tous un problème qu'il faudra résoudre. Et ce problème ne pourra être résolu que par une grande transformation.

Il est impossible que l'on maintienne l'ordre social par un système chronique de répression ; et on aura recours à ce système chronique de répression tant qu'on maintiendra un privilège de propriété qui ne laisse aux ouvriers, qui ne laisse aux travailleurs, aux prolétaires d'autres recours que la grève, avec toutes ses vicissitudes, avec toutes ses excitations, avec toutes ses agitations inévitables. Et le procès que vous intéressez n'apparaît plus que comme le symptôme, que comme l'indice d'un problème social qu'il faut résoudre et ce n'est pas par des poursuites qu'on le résoudra.

De même, il y a un autre aspect du problème qui est posé par l'affiche antimilitariste : c'est le drame de conscience auquel sont réduits, auquel sont voués aujourd'hui les hommes les plus nobles, les plus généreux, qui se préoccupent d'éviter la guerre.

Est-ce que les accusés qui sont là vous apportent, messieurs les jurés, malgré les termes communs de l'affiche qu'ils ont signée une formule unique, un système uniforme ? Est-ce qu'eux-mêmes devant cette question poignante : que doit faire un libre citoyen pour empêcher la guerre ; et si elle éclate, par la passion, par l'égoïsme, par la cupidité, par la brutalité des gouvernants, par l'intrigue des diplomates, quelle attitude doivent prendre les citoyens, est-ce que les accusés eux-mêmes vous apportent une solution définitive et uniforme ? Mais vous savez bien, sans que j'insiste, que parmi eux il y a d'évidentes différences de tendances et de systèmes. L'un d'eux vous indiquait hier, que ce qui l'avait rebuté, achevé à l'antimilitarisme, c'était le désespoir de voir qu'on n'avait pas pu constituer dans ce pays une force nationale et militaire suffisante. Un autre déclare que, quoi qu'il adienne, il ne faut pas prendre le fusil dans une guerre extérieure, mais en même temps il proclame que, si, en Pologne, la révolution russe est menacée par l'intervention de ce qu'il appelle le soldat allemand, le devoir des révolutionnaires français, ce sera d'intervenir, même si cette intervention prend la forme possible d'une guerre extérieure. Et à celui-là, un autre, le citoyen Almeréyda, oppose dans ses polémiennes du « Libéraire », qu'il est impossible de déclarer d'avance qu'on ne se défendra pas, même par les armes, contre l'intervention d'un étranger qui serait contre nous, contre les libertés républicaines, l'agent de la réaction internationale.

Ainsi, lorsque je regarde les signataires de l'affiche, je vois bien que malgré les termes généraux de l'affiche elle-même, ils ne peuvent pas apporter à ce poignante problème de la guerre et de l'attitude qu'il y faut tenir une solution définitive, unique, totale.

Qu'est-ce qu'ils apportent simplement et qu'on-ils le droit d'apporter, même avec les inévitables outrances d'expressions et de pensée qui se mêlent toujours à ces grands mouvements, à ces grands efforts de l'humanité vers un ordre nouveau, qu'apportent-ils ? Ils apportent une protestation collective contre le crime de la guerre, contre le monstrueux attentat de nations jetées les unes contre les autres par surprise, par rouerie, par orgueil, sans leur volonté, contre leur volonté, et ils avaient d'autant plus le droit, ils avaient d'autant plus le devoir d'apporter à cette heure cette protestation, de la faire entendre que, vous le savez bien, nous vivons, ce pays, l'Europe, vit depuis des mois dans des circonstances tragiques où il n'y a qu'une chance de salut pour la paix : c'est la fermeté de conscience et d'esprit des citoyens, déclarant bien haut, non seulement en France, mais dans tous les pays de l'Europe, — à Berlin avec Bebel, ici avec nous tous, — déclarant ensemble la guerre à la guerre.

Ah ! messieurs les jurés, pendant qu'on vous hypnotise sur quelques formules des accusés, on vous fait oublier le véritable péril. Le péril, pour la civilisation, il n'est pas dans les tentatives, même imprudentes, de ceux qui veulent assurer la paix ; il est dans les manœuvres de ceux qui, obscurément, préparent la guerre. Qui aurait pu, parmi vous, prévoir il y a six ou huit mois, que, selon une expression maintenant officielle, la paix de l'Europe était au bord d'un abîme, au bord d'un précipice. Qui donc l'avait préparé, qui l'avait machinée ? Il y a des intérêts obscurs qu'il faut surveiller, il y a des propositions violentes qu'il faut mater...

Ainsi donc, c'est d'une intrigue d'argent, d'une intrigue de banque, d'une rivalité égoïste de capitalistes, que pour une part la guerre a failli sortir. Et vous vous étonnez que lorsque des hommes mêlés de près à la vie du peuple voient ces choses, lorsque des hommes qui constatent tous les jours la misère des ouvriers, constatent en même temps que l'intrigue et l'avidité des plus riches risquent de déclencher à nouveau parmi les hommes les tueries, les massacres, l'égoïsme des jeunes gens de la France par les jeunes gens d'Allemagne, vous vous étonnez qu'ils protestent et disent : contre cet ordre social, contre ce mensonge, contre cette guerre, contre l'esprit de caste militaire qui l'entretient et la prolonge, nous protestons !

Eh bien, moi, je ne retiens pas tous les termes de leur affiche, je ne retiens que la protestation générale qui l'anime, et à cette protestation, sous ma responsabilité morale et dans la plénitude de ma conscience, je m'associe !

A M. Jaurès succède à la barre M. Fernand Labori, avocat à la cour de Pa-

ris, cité à la requête de Urbain Gohier. Après un éloge du caractère de Urbain Gohier, M. Labori continue :

— Je n'ai jamais désespéré de l'armée. M. Gohier n'a peut-être pas fait comme moi. A mon sentiment, il a été emporté à des extrémités — je ne veux pas employer d'autre mot — que je comprends, mais où je ne l'ai jamais suivi et, certes, il me pardonnera de m'expliquer ici en toute franchise. Loyal, sincère, courageux, nous l'avons vu aussi connaître l'heure où ceux-là mêmes qui avaient lutté, au premier rang, pour la cause de la justice et du droit, désertaient la cause qu'ils avaient soutenue, faisaient prédominer partout l'intérêt politique, quand ce n'était pas l'intérêt particulier de l'heure, où beaucoup de ceux qui ont souvent semblé ne se battre que pour le droit, allaient tout d'un coup apparaître comme une troupe prête à se ruer à la conquête des avantages et des honneurs particuliers ou publics...

JANVON, rédacteur à l'*Aurore* et à la *Terre* fait un historique de l'A.I.A. pour la fondation de laquelle il a mené campagne dans *l'Ennemi du Peuple*.

Le manifeste, dit-il, affirme que toute guerre est criminelle ; mais j'estime que la paix est souvent plus criminelle. Le manifeste dit qu'il faut tirer contre l'officier qui ordonne de fusiller les ouvriers ; je suis du même avis, cet officier, dent pour dent, balles pour balles...

LE PRÉSIDENT. — Vous ne pouvez continuer sur ce ton.

JANVON continue : Pourquoi les officiers chargés de donner l'ordre de tirer sur les ouvriers ne démissionnent-ils pas, si cet ordre les trouble, comme les officiers qu'on envoyait contre les moines ?

Le D^r ZIELINSKI vient dire que la France est loin d'avoir le monopole de la littérature antimilitariste.

A Vienne, à Berlin, il y a des revues et des journaux internationalistes qui combattent vivement le militarisme. En Russie, des hommes très modérés prêchent depuis longtemps qu'en cas de grève on ne doit pas tirer sur ses frères.

M. MICHON apporte ses sympathies aux accusés et prononce, sur le ton le plus mesuré, ces paroles, qui produisent une profonde impression :

Mes enfants seront bientôt appelés au régiment. Si on leur donne l'ordre de tirer sur les ouvriers, ils n'obéiront pas ; et s'ils sont punis à cause de leur désobéissance, je sais ce que je ferai ; je me ferai leur justicier.

Mme SEVERINE dépose :

Je connais l'affiche antimilitariste pour l'avoir vue. J'estime que si elle est violente, outrancière, elle n'est aucunement condamnable. C'est un simple procès de tendance.

Je connais la plupart des accusés, ce sont des hommes de cœur. Je connais particulièrement Cipriani. Sa présence ici prouve que l'idée qui a inspiré l'affiche n'est pas une idée de lâcheté. Mlle Niemietzka a la vie la plus digne. Si je ne suis pas toujours d'accord avec M. Gohier, il n'est pas possible de ne pas rendre hommage à sa loyauté, à son désintéressement. Ses doctrines ne datent pas d'aujourd'hui, on a attendu qu'il soit isolé pour l'attaquer. Quand mon fils est parti pour le service, je lui ai recommandé de ne jamais tirer sur des ouvriers grévistes.

Quant à la guerre, si la propagande contre elle n'est pas faite partout, elle serait criminelle, mais faite partout, elle est faisable.

Ce que nous voulons, c'est l'abolition de la guerre. Ce serait un beau geste si deux armées en présence refusaient de combattre !

MIGUEL ALMEREYDA s'adressant au témoin :

Voudriez-vous, Madame, me permettre de vous poser cette question : Si votre fils, considérant que le refus de tirer sur la foule désarmée des grévistes ne constitue pas un moyen suffisamment efficace pour empêcher le meurtre de centaines d'innocents, déchargeait son fusil sur l'officier qui commande le feu. Que penseriez-vous de son acte ?

Mme SEVERINE. — La loi, je pense, excusera son acte, qui serait un acte de défense individuelle et de préservation sociale.

VAREDE, rédacteur au *Cri Populaire* de Nancy, déclare que les coups de cravache de Longwy ont rendu la population ouvrière ardemment antimilitariste.

— Il est à ma connaissance que des gendarmes français ont été chercher des ouvriers belges qui voulaient travailler et les ont ramenés à l'usine. Du reste, les gendarmes français, les gendarmes belges et les gendarmes luxembourgeois fraternisent pour la répression des grévistes. C'était l'internationalisme militaire au profit des patrons. Les officiers français étaient regus par les patrons, on les traitait très bien et on leur offrait même parfois des divertissements féminins.

MAXENCE ROLDES estime que l'envoi des troupes au moment où une grève se déclare, constitue une véritable provocation et qu'il est naturel que des protestations véhémentes se produisent.

PIERRE BERTRAND raconte le rôle de l'armée à Limoges, lors de la grève de la Maison Haviland.

HENRIOT, du syndicat des allumettiers, déclare qu'en cas de guerre, les allumettiers provoqueraient la grève générale.

NELLY ROUSSEL, rédactrice à l'*Action* et conférencière, dans une déposition émouvante, vient affirmer le droit qu'ont les mères d'empêcher que leurs enfants jouent un rôle d'assassins. Elle approuve l'affiche en son entier, comme humanitaire, comme fibre penseuse, comme mère.

HERVIE, de Bourges, déclare : En cas de guerre aucun de nos camarades syndiqués ne marcherait.

GRIFFUELLES, de la Confédération générale du Travail, vient montrer aux jurés que le monde du travail, en tous pays, poursuit ardemment la lutte contre le militarisme, corollaire de la lutte anticapitaliste.

CHAUVELON, professeur et secrétaire général du Congrès de la Libre Pensée, déclare qu'il aurait employé des considérants plus longs que les rédacteurs de l'affiche, mais qu'il en approuve néanmoins les conclusions.

LUDOVIC MENARD, de la Fédération des ardoisiers, SAUVAGE de la Fédération des mouleurs et des métallurgistes, LUQUET, QUILLLEN viennent affirmer à la barre, l'étroite solidarité qui unit tous les travailleurs contre les forces d'oppression et leur ferme décision de ne point prendre part à une guerre.

SEBASTIEN FAURE démontre que la propagande antimilitariste est indispensable au syndicalisme.

La série des témoins est close. Tous ont proclamé leur sympathie pour les idées des accusés. La parole est à l'accusation.

Le président donne lecture d'une lettre d'ANATOLE FRANCE :

Monsieur le président, Ne pouvant me rendre aux assises, je vous prie de m'excuser.

Appelé à la barre, je vous aurais demandé la permission de dire seulement ceci :

Il y a donc encore des crimes d'opinion ? Tant de rigueur pour une affiche, est-ce bien sage ? On n'empêche pas les hommes de penser. Quel profit a-t-on de les empêcher de dire ce qu'ils pensent ? Laissez-leur l'arme de la parole, si vous voulez qu'ils n'en prennent point d'autres.

Messieurs les jurés, prenez garde ! On découvre à l'origine de ces poursuites, une manœuvre électorale assez basse. Le patriotisme est un programme commode et qui dispense de tout projet de réformes.

Vous ne vous rendrez pas complices des patriotes de profession, qui sont les pires ennemis de leur pays.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'expression de ma parfaite déférence.

ANATOLE FRANCE, Paris, le mercredi 27 décembre 1906.

Le Réquisitoire

Mon premier soin, en commençant mes explications, est de bien mettre la question sur son véritable terrain, sur son seul terrain. Vous avez entendu certaines personnes vous dire que vous étiez chargés de juger un délit d'opinion. Cela n'est pas exact. Il n'y a pas dans l'affaire de délit d'opinion. La pensée est libre en France, et aucun des accusés n'est poursuivi pour n'importe quelle pensée. Certains d'entre eux estiment que les charges militaires sont très lourdes, que les armées disparaissent, qu'il y a encore beaucoup à faire, et tout le monde est d'accord là-dessus — pour la classe ouvrière. Ce sont là des opinions libres. Ce n'est pas pour cela que les accusés sont poursuivis. Ils sont poursuivis pour des faits précis, prévus et punis par la loi du 29 juillet 1881. Celle-là même qui a aboli le délit d'opinion : ces faits sont la provocation au meurtre, la provocation de militaires à la désobéissance. Ce sont là deux délits, je dis deux délits, je parle le langage du droit, le seul qui puisse être tenu en cette enceinte. Nous sommes ici en Cour d'assises. J'entends dire que cette audience est un congrès. Non. Vous êtes des juges, et des juges chargés d'appliquer la loi.

Faut que je précise un peu la prévention qui pèse sur les hommes que vous allez juger. Cette prévention résulte de trois provocations contenues dans l'affiche placardée dans toute la France les 6, 7 et 8 octobre dernier.

Une première provocation consiste à conseiller aux soldats de refuser le service dans le cas de grève.

Une seconde consiste à leur conseiller de tirer sur les chefs dans le cas de commandement de feu.

Enfin, la troisième exhorte le conscrit à se mettre en grève et à s'insurger en cas de mobilisation et de déclaration de guerre.

Vous voyez que cela n'a rien de commun avec un délit d'opinion. Les inculpés ne sont pas poursuivis pour avoir voulu supprimer l'armée, et l'association antimilitariste aurait pu continuer son œuvre, si elle s'était bornée à la propagande pour des idées. Mais elle a fait de la propagande pour les actes en invitait à tirer sur les officiers, qu'elle appelle des soldats gaulonnés, et à se mettre en grève, en cas de guerre. Cela n'est pas une opinion ; c'est une violence caractérisée contre l'ordre public, la sécurité générale.

M. l'avocat général donne alors quelques détails sur la constitution de l'Association antimilitariste internationale. Elle a été créée à la suite d'un congrès réuni à Amsterdam, à la fin de 1904. Sa devise est « Pas un homme, pas un centime pour le militarisme ».

M. l'avocat général fait sur cette association les remarques suivantes :

Cette association, soi-disant internationale, n'existe pas partout. Elle existe dans un certain nombre de pays : en Angleterre, en Suisse, en Belgique, en Hollande, en Espagne, tous pays qui, par leur situation géographique ou gouvernementale, ne paraissent pas devoir prendre part à une guerre continentale. Elle n'existe pas dans d'autres pays où le militarisme est extrêmement développé qu'en Suisse, en Belgique, en Hollande, en Espagne, en Angleterre et même en France. Seconde remarque : Dans chaque pays, l'association est conduite par un comité national qui a la charge de l'organisation et de la propagande suivant les nécessités du pays. L'expression est heureuse. Les nécessités du pays, c'est-à-dire, suivant que dans chaque nation les citoyens auront plus ou moins de liberté pour s'organiser, pour faire de la propagande. N'est-ce pas le renversement du but qu'on prétend poursuivre. Le militarisme ne peut être à redouter dans un pays comme la France, où fonctionne le suffrage universel, où la République est établie depuis trente-cinq ans, où le peuple règne. Si la majorité — comme cela paraît certain — est du côté des travailleurs, le gouvernement de la France lui appartient, et je ne vois pas comment ils peuvent redouter un militarisme quelconque. Je ne puis comprendre comment le militarisme serait à craindre dans un pays où l'armée est nationale, où nous y sommes tous rattachés par quelque lien.

Or, c'est là où le peuple est souverain, où le militarisme n'est pas à redouter, que l'antimilitarisme prendra son essor et fera la propagande la plus libre et, j'ajoute, la plus audacieuse.

Il n'y a pas de pays autre que la France où il ait été possible de pousser jusqu'au bout une œuvre comme celle des accusés. Dans les autres pays, dans ceux où le militarisme existe véritablement, il existe toute une législation telle que si on avait cherché à faire une propagande antimilitariste, il eût fallu la faire en cachette. Celui qui avait tenté de publier un manifeste comme celui-là, aurait été envoyé dans quelque cachot de forteresse. Je vous demande donc de punir des hommes qui ont commis un crime grave. Ce ne sont pas des malfaiteurs de droit commun, mais je vous demande s'ils ne sont pas plus dangereux que les

criminels de droit commun. La victime de ces derniers, c'est une personne unique, la victime des accusés, ce sont tous les citoyens, puisque c'est la nation c'est la patrie.

On dit dans l'affiche que le devoir du soldat est de tirer sur le soldat gaulonné qui lui commandera le feu, et on explique que c'est la légitime défense. Ainsi, il paraît qu'il existerait en France des soldats gaulonnés qui commanderaient de tirer comme cela, sur une manifestation pacifique d'ouvriers, simplement parce qu'ils sont en grève ! Voilà qui me paraît bien extraordinaire ! Voilà ce que je n'ai jamais vu ! Il n'y a pas d'officiers de cette sorte, et il n'y a jamais eu. (Vagues rumeurs). Il y a eu des incidents déplorable ! Eh bien, vous savez comment les choses se sont passées. Des enquêtes ont été faites. L'opinion publique, votre opinion a exigé ces enquêtes. Vous savez ce qui en est résulté. Hier, nous avons entendu les dépositions de témoins relatives à ces faits. Elles ne sont pas nouvelles. Les faits sur lesquels elles portent ont été examinés. Si du sang français a été répandu, cela a été la conséquence d'une fatalité déplorable, et pas d'autre chose. Il n'est pas un officier capable de manquer à son devoir. Il s'exposerait plutôt lui-même pour éviter l'effusion du sang. Ne savez-vous pas qu'il y a des cas où les fusils sont partis tout seuls. Les officiers sont représentés par les prévenus comme des soldats gaulonnés, n'ayant pas d'autre mission que de faire tirer sur le peuple méfiant. Je proteste avec la dernière énergie, parce que cela est contraire à tout ce que la nation française a pu constater. Je n'ai pas à défendre les officiers, parce qu'ils n'en ont pas besoin.

Il y a, dans l'affiche, un dernier paragraphe, le plus condamnable de tous : c'est celui qui est relatif à la guerre étrangère. En cas de guerre, il faudra faire la grève générale, c'est-à-dire refuser de marcher, et il faudra faire l'insurrection, c'est-à-dire se révolter contre les chefs qui voudraient faire marcher à la frontière. C'est l'appel à la guerre civile, en présence de la guerre étrangère. Nous sommes à une époque où on recherche les alliances. L'Association antimilitariste offre une alliance bien précieuse à nos ennemis : elle déclare qu'elle fera la grève et l'insurrection. L'étranger n'aura pas de peine alors à envahir notre territoire. On répond, c'est un épouvantail ; nous n'aidons pas l'étranger, parce que nous sommes une Association internationale, il n'y a pas de troupes de l'autre côté, ah ! et on est sûr de cela, et on garantit cela. A un pas comme la France, on déclare que la classe ouvrière doit se mettre en insurrection en temps de guerre, puisque cette guerre ne pourra être une guerre d'invasion ! Qu'est-ce qui fait cette promesse ? C'est une association qui peut la garantir ? Tenez, mais l'affiche est du parti national français. Elle a été publiée en France, elle n'a pas été traduite dans toutes les langues, les nécessités des autres pays n'auraient pas permis de faire ce qu'on a fait en France. Et que veut-on ? Éviter le heurt de la guerre. Et la guerre soit un fléau, qui le conteste ? C'est un fléau, mais c'est un fléau auquel il faut bien se soumettre, quand une nation, comme nous, veut rester libre. Nous savons que nous ne l'accepterons que de la guerre et qu'il ne l'acceptera que pour défendre son territoire ou un de ces intérêts primordiaux, sans lesquels une nation ne compte plus. Que l'Association ait donc exercé sa propagande là où il y a l'esprit du militarisme, c'est à la guerre civile, ce sera une guerre de défense, dans laquelle nous mettrons tous les armes à la main, parce que nous défendrons notre sol et notre foyer, et plus encore nos libertés !

Les prévenus nous disent : Nous prêchons des doctrines d'humanité, nous voulons le bien de la classe ouvrière. Comment ? Il y a donc des classes et des castes dans la nation ? (Rumeurs). Je croyais qu'une nation qui est aux mains du peuple, qui dépend du suffrage universel, n'est pas une nation où il y a des classes. Je ne cherche pas à convaincre ceux qui ne peuvent pas l'être. Je m'adresse à vous, messieurs les jurés.

Je puis vous dire que je ne comprends pas la patrie ; qu'ils ne parlent pas de fraternité. Comment pourrait-on se sacrifier à ses frères, quand on ne peut pas se sacrifier à sa patrie ?

L'état actuel de l'Europe interdit la suppression des frontières et des armées. Personne en France, — même les prévenus, — ne voudrait se voir imposer la domination étrangère, avec son joug. Je crois que si cela se produisait il cesserait d'être facile aux associations antimilitaristes de publier des manifestes.

Le moment est bien mal choisi pour les individus qui cherchent l'abaississement des frontières pour faire quoi que ce soit qui puisse diminuer la force défensive du pays. L'effort demandé au pays, depuis trente-cinq ans, n'était pas inutile. Il faudrait attendre demain pour battre en brèche la puissance et l'autorité de la France.

On a voulu ce procès. Ceux qui l'ont voulu dans un but de publicité ont méconnu leurs devoirs. Il est toujours aisé, sous prétexte de défendre les petits, de s'affranchir de ses devoirs. Mais les tentatives comme celles-là ne peuvent réussir. On n'a jamais fait de progrès que par la générosité et le sacrifice. L'antimilitarisme des prévenus répond à des instincts trop peu élevés pour qu'il puisse en sortir autre chose que du mal.

J'ai terminé. Vous êtes en présence de personnes poursuivant un plan arrêté. Je vous demande de rendre un verdict qui proclamera devant la France entière que la loi ne permet pas l'appel au meurtre ; que la France a le devoir de défendre son indépendance.

On dit que le ministère public porte la parole au nom de la Société. Jamais cela n'a été plus vrai. Le ministère public parle au nom du pays. C'est moi qui parle : c'est à vous que le pays a délégué ses pouvoirs. Seuls, vous pouvez arrêter une provocation coupable.

Il faut que le jury, juge souverain de tous les délits commis par la parole ou par l'écriture, dise qu'il n'est pas permis de pousser trop loin l'ingratitude, d'attenter à l'existence d'une patrie qui n'est pas le bien des seuls prévenus, mais le patrimoine de tous les citoyens français.

L'audience est suspendue. De vives altercations se produisent entre certains avocats de la défense et quelques stagiaires qui, par leur attitude scandaleuse, appellent les gifles. Ça viendra tout à l'heure. Un jeune blanc-bec, au profil de général d'opéra-bouffe, affirme que les inculpés méritent l'échafaud. Brave fille ! va...

Défenses des inculpés

Notre camarade et ami BOUSQUET à le premier la parole. D'une voix forte, bien timbrée, avec des accents qui atteignent parfois à la plus haute éloquence, il s'exprime ainsi :

MM. les jurés, j'ai fait trois ans de service militaire comme boulangier ; je puis donc en toute liberté m'exprimer sur les devoirs des soldats. Je constate qu'en réalité la liberté de parole et d'opinion, cette liberté dont M. le procureur général nous parlait si théâtralement, n'existe pas. Il y a un mois et demi, me trouvant dans une réunion publique, et le commissaire de police ayant pris note de mes paroles, j'étais immédiatement arrêté. Il y a un mois et demi que je suis en prévention pour ce délit de parole ; on m'a offert ma mise en liberté provisoire... si je donnais une caution de 2.000 francs, alors qu'on sait très

bien qu'un ouvrier ne peut fournir une telle caution et pendant ce temps nous voyons un Jaluzot, qui a esquivé des millions, en liberté. (Longs applaudissements dans la salle.)

S'aidant de documents irrécusables, Bousquet montre ensuite que dans les grèves l'armée remplace souvent les grévistes. Et dans une magnifique envolée oratoire, notre camarade termine ainsi :

Si nous remontons dans l'histoire, nous voyons que les guerres ont toujours été faites aux dépens du peuple.

Qui de vous n'a lu les horreurs de l'incendie du Palatinat, sous Louis XIV. J'ai cependant trouvé une chanson que l'on chante encore où l'on glorifie ces atrocités.

Austerlitz, Napoléon demandait à Junot ce que pensait l'armée, et Mouton de Répondre : « L'armée est lasse de la guerre et les soldats veulent revenir dans leurs campagnes. » Je rappellerai aussi le mot du grand Frédéric : « Si mes soldats pensaient, aucun ne resterait dans les rangs. »

J'ai amené ici ma petite fille de sept ans pour qu'elle puisse voir ce qu'on a fait à son papa. On l'a traîné en Cour d'assises parce qu'il a défendu son pain, parce qu'il ne voulait pas qu'on se batte. Tout cela fera de la propagande pour l'avenir. Je ne demande pas de circonstances atténuantes. Si vous voulez nous faire subir une peine, l'histoire jugera dans l'avenir. Vous montrerez, au contraire, en nous acquittant que, sous le régime républicain, la liberté d'opinion n'est pas un vain mot.

On applaudit frénétiquement.

C'est au tour de URBAIN GOHIER de s'expliquer. Il le fait en ces termes :

— Je me suis depuis longtemps occupé des questions militaires. J'ai travaillé à réformer l'institution militaire pendant qu'elle subsistait. Je me flatte d'avoir préconisé des réformes qui ont été adoptées; tous les procès qu'on nous a faits ne sont rien, si la génération de demain en profite. Aujourd'hui, la question n'est plus la même.

On nous dit : « Vous ne voulez plus améliorer; vous voulez détruire. » Oui, nous tendons à une amélioration, à une rénovation de ce que le barreau a appelé la conscience universelle. La première fois que j'ai été poursuivi pour un livre, le ministère public a dit : « Il n'y a rien de pire que le livre. » Le même raisonnement a été tenu par un article de journal. Aujourd'hui, il n'y a rien de pire que l'affiche. M. l'avocat général a essayé de dire que c'était un acte, et non un délit d'opinion.

Nous avons le droit d'avoir tort. Vous pouvez croire que nous avons tort, mais vous n'avez pas le droit de nous condamner pour cela. Cela suffirait pour juger le procès. Mais, nous allons essayer de faire de la conversion en nous amenant à nos sentiments.

On nous a dit : « Vous êtes blâmés par la nation entière. » Alors, pourquoi nous poursuit-on ? La vérité, c'est que nos opinions sont partagées par beaucoup. Nous aurions voulu faire venir ici un M. Harduin, qui, tous les jours, répand à trois cent mille exemplaires, ces mêmes idées.

Urban Gohier cite des articles de M. Cornély, de M. Marc Sangnier, de M. Ferdinand Buisson, directeur de l'enseignement primaire, où il relève l'expression des mêmes idées que celles qu'on reproche aux prévenus.

Il constate que des journaux qui défendaient les mêmes idées sont aujourd'hui remplis d'indignation pour les antimilitaristes.

Parce que, dit-il nous étions sous le ministère Combes qui favorisait l'antimilitarisme et que nous sommes maintenant sous le ministère Rouvier qui le combat. Les mensuralités sont les mêmes à la place Beauveau, mais le ministère a changé.

Puis, il continue :

On ne nous a pas donné la revanche qu'on nous avait promise. Nous n'en avons pris que sur le dos des nègres et des jaunes, sur tous ceux qui sont nus et sans armes. Nous nous sommes vengés sur eux cruellement, sinon glorieusement. Nous sommes ici parce qu'il n'y a plus de nègres ni de jaunes à se mettre sous la main.

M. Delcassé a été mis à la porte sous la menace de Guillaume. Il fallait une manifestation à tout prix. On a dit il y a l'affiche antimilitariste. Sans doute, nous sommes heureux d'être offerts en holocauste. Cela vaut mieux que des massacres d'hommes noirs, jaunes ou blancs.

On a parlé d'appel à la désertion. J'ai reçu la visite d'une centaine de jeunes gens demandant à désertir. J'ai dit, je ne conseille à personne de désertir. La patrie nous appartient. Nous n'y tenons pas notre place : Prenons-la. Je n'ai jamais conseillé de désertir. La chose et le mot me dégoûtent. Il faut résister. Quant à la provocation au meurtre, nous n'avons jamais dit à quelqu'un : tirez pour tuer. C'est une exhortation à la légitime défense.

Nous sommes d'accord même avec le législateur sur ce point. A la Chambre il y a des députés qui se sont solidarisés avec nous. M. Sembat a dit qu'il approuvait notre affiche. MM. Allard, Vaillant également. Ces législateurs n'ont pas été inquiétés, ceux qui sont venus déposer ici non plus. Pourquoi ne les a-t-on pas mis à côté de nous ? On disait qu'il n'y avait pas de castes ? Il y a donc des castes. C'est une injustice flagrante. Nous voulons empêcher le meurtre à l'intérieur, entre Français d'abord. On ne niera pas les faits abominables contre lesquels nous protestons. De même que nos camarades ont reconnu que la propagande antimilitariste avait évité des morts, de même nous croyons que notre intimidation a fait de l'effet sur nos officiers. Au même moment où on nous poursuit, on rappelle Dérondelle. Qu'a-t-il fait ? Il a cherché à provoquer une insurrection qui aurait ensanglanté la France. Vous l'ammortissez. Vous avez raison, mais au même moment vous nous poursuivez nous, qui voulons empêcher le meurtre. C'est une contradiction.

Reste la question de la guerre à l'étranger. Nous soutenons que nos idées devraient être partagées par les chauvins à la condition que la propagande soit internationale. Il faut que le désarmement soit universel. Nous faisons la guerre au militarisme tout court. Notre propagande est internationale. Les preuves en surabondent.

Urban Gohier, répondant à l'argumentation de l'avocat général, qui avait prétendu que la propagande antimilitariste ne s'étendait pas à l'Allemagne, fait des citations caractéristiques d'une brochure d'un écrivain allemand récemment traduite et présentée par Mme Adam — le Dérondelle de son sexe, dit Urban Gohier — où on voit l'extension de la propagande antimilitariste en Allemagne, le nombre formidable des déserteurs qui est de plus de 1,200 par an pour la seule garnison de Metz, l'horreur que des centaines de milliers de jeunes gens manifestent pour la caserne.

Les brochures antimilitaristes, clandestines, mais d'une violence prodigieuse, sont répandues dans toutes les casernes sans qu'on sache d'où elles viennent. Il y a de fortes chances pour que nous puissions compter sur un mouvement général et simultané le jour d'une déclaration de guerre.

« Ces idées-là, continue notre camarade, sont stéréotypées dans l'esprit des ouvriers d'Europe, si bien que les capitalistes des autres nations disent que l'Allemagne est perdue. »

Ces gens-là redouteraient autant de nous attaquer que nous.

Un autre grief dirigé contre nous est l'excitation à la désobéissance. Ce grief me laisse rêveur. Il est articulé au nom d'un régime qui repose sur le refus de soumission à tous les dogmes, sur le refus d'obéissance « a priori ».

Il n'appartient pas à un régime sorti de l'insurrection de prétendre que les insurrections sont finies. Les trois glorieuses journées de juillet ont été une insurrection contre le gouvernement de droit divin. La révolution du 4 septembre 1870 est une insurrection et une insurrection devant l'ennemi. Je suis confondu quand j'entends M. l'avocat général dire : c'est ce qui y a de pire. Si ces insurrections devant l'ennemi n'avaient pas eu lieu, nous n'aurions pas l'avantage d'entendre ici M. l'avocat général Seligman, car les juifs n'ont dû l'acquisition des droits de citoyen qu'à l'insurrection.

Le gouvernement nous dit : mais tout cela est fini, les insurrections d'autrefois sont finies parce qu'elles nous ont amené au pouvoir, maintenant que nous sommes les maîtres, le progrès humain est clos. Ce langage est naturel dans la bouche de ceux qui le tiennent. Ils nous permettent cependant de leur demander de penser que tout n'est pas fini parce que ce sont eux qui sont les princesses. Nous leur demandons la permission de nous servir des mêmes moyens qu'eux pour continuer le progrès, qu'ils ont commencé. Ils peuvent nous frapper parce qu'ils sont la force, mais non par raison de l'équité. Nous avons l'espoir de fonder une République qui serait par hasard républicaine.

Notre propagande serait criminelle si elle n'était internationale. J'ai prouvé quelle l'était. C'est pourquoi elle est légitime. C'est la destruction du seul argument dangereux invoqué contre nous. Nous ne sommes pas les instruments de l'étranger contre la France, mais les instruments de l'humanité contre la guerre.

D'ailleurs, si nous étions chauvins, je soutiendrais la même thèse parce que c'est la seule chance qu'ait la France de se tirer d'affaire dans l'état actuel de l'Europe.

Urban Gohier insiste ensuite sur le rôle joué dans les défaites du passé, en 1814 et en 1870, par les rivalités des généraux et affirme que dans l'avenir, de pareilles compétitions se renouvelleraient.

Tous les jours il y a des incidents qui découragent ceux qui cherchent à faire quelque chose. Aujourd'hui, dans la marine, on nomme au choix l'officier qui a coulé l'« Espingole » dans des parages qui devaient lui être aussi connus que nous sont connus les parages de la Cour d'assises. L'autre jour, c'est un général qui débâche les femmes de ses officiers, c'est un lieutenant qui tue la femme de café-concert avec laquelle il est allé. Ce sont les querelles entre le général Percin et le général Brugère. Ils sont en querelle. Ils ne l'ont pas vidée par les armes parce qu'ils réservent leur vie pour la patrie. La guerre de Madagascar, c'est l'histoire de la guerre de l'administration de la guerre avec celle de la marine. La guerre contre les Hovas nous a coûté 23 hommes ; la guerre entre les deux administrations a coûté la vie à 7.000 hommes !

Demain ce serait encore pis. Il y aurait les gens de la rue des Postes et ceux des loges, les mouchardés, et les mouchards, les amis de Brugère et ceux de Percin. Tous ces gens se vengeraient sur notre dos.

Dans ces conditions, vous voulez que nous envisagions un conflit européen avec tranquillité ? La guerre, personne n'en veut. C'en est même risible. Dérondelle lui-même déclare que ce sont les internationalistes qui veulent la guerre.

La guerre, c'est la seule menace dont on cherche à effrayer le pays !

Et Urban Gohier rappelle l'affaire Tubini-Lorando, le scandale du traité franco-siamois.

Nous sommes dans des circonstances critiques, et c'est principalement pour cela que nous faisons de l'internationalisme antimilitariste.

Vous pouvez nous condamner, mais croyez-vous que vous arrêterez le mouvement ? Nos idées sont dans l'air. J'ai entendu, un jour, à la campagne, une petite fille parisienne de sept ans, dire : « Fermez les prisons, ouvrez les écoles. » Ou avait-elle puisé ces idées-là ? On ne sait. Elles flottent. Vous imaginez-vous que les semaines de prison que vous nous infligeriez les arrêteraient ?

Ces déclarations d'Urban Gohier n'ont pas duré moins de deux heures. Durant tout ce temps l'intérêt du public, du tribunal et du jury n'a cessé de se maintenir.

ROGER SADRIN s'explique ainsi :

Je suis antipatriote parce que rien ne légitime la patrie... Nous, nous n'avons rien à défendre. Je suis fils de patron et j'ai été indigné de la misère des ouvriers qui produisaient pour la richesse de mon père. Ils n'avaient pas de quoi manger pendant que

lui avait des plats de luxe. Ils venaient pieds nus pendant que j'avais des fourrures. Ce que nous avons fait, c'est pour mettre la puce à l'oreille des galonnés. A mon avis, tirer en l'air n'est pas suffisant. Il faut tuer l'officier pour qu'il ne recommence pas.

J'ai fait de la propagande à la caserne et je me fais honneur et gloire d'avoir réussi à débarrasser bien des camarades qui, en temps de grève, n'ont pas tiré.

Je n'ai aucune culture morale ni intellectuelle. En temps de guerre, si on me donnait un fusil je le prendrais, mais je n'irais pas à la frontière. Il y a assez de gens à décoller ici. A bas l'armée ! A bas la patrie !

Quatrième Journée

GUSTAVE HERVE a immédiatement la parole.

Le procès, dit-il, a failli se clore hier soir, après les déclarations d'Urban Gohier. Nous étions heureux d'avoir pu constater que notre ami Gohier était toujours le Gohier des grands jours, et nos avocats nous disaient qu'après lui tout le monde devait se taire. Je tiens cependant à vous dire pourquoi nous prolongeons les débats par nos explications personnelles : Gohier est le seul peut-être en nous tous en qui subsiste un peu de patriotisme et nous craignons que quelque équivoque ne naisse de ce fait ; en outre, nous n'avons pas tous les jours l'occasion d'exprimer nos opinions en public, et nous devons saisir celle-ci avec joie.

Je laisserai à mon avocat le soin de défendre ma personne ; on dit depuis cinq ans, dans toute la presse, que je plante le drapeau français dans le fumier. C'est un mensonge dont M^e Lafont fera justice. Pour moi, je vous présenterai ce qu'on a appelé bien à tort l'herésie, car je ne suis que le doctrinaire et comme le symbole vivant d'idées, qui sont nées dans le prolétariat. Ces idées, comme toutes les idées nouvelles, blessent et étonnent les esprits les plus ouverts. Hier, pendant une suspension d'audience, un jeune stagiaire disait que nous méritions l'échafaud ; nous méritions plutôt le bûcher des hérétiques.

En effet, nous sommes les démolisseurs de cette religion, qu'on appelle le patriotisme. Nous avons cependant tous été des patriotes ; tout jeunes, à la table de famille, on nous apprendait la haine des Allemands et on nous a élevés dans cette idée meurtrière que la France était le seul pays dont il y ait lieu de s'enorgueillir d'être les fils ; on a fait de nous des patriotes ardents, fanatiques et inconscients, en mettant entre nos mains des histoires nationales travesties, où tous les guerriers, meurtriers de nations, étaient magnifiés et glorifiés. Sortis de l'école avec cette opinion de notre pays, les journaux à grand tirage, qui font métier de patriotisme, ont complété notre abominable éducation ; ainsi façonnés, la pompe théâtrale du régime qui passait agissait sur nos nerfs comme les processions religieuses agissent sur les nerfs des vieilles dévotés, et lorsque passait au bout d'un bâton le bout d'étoffe symbole de la patrie, nous nous découvrons dévotement. (Mouvement.)

Je sais bien qu'en parlant comme je le fais, je blesse vos sentiments, mais c'est toujours par un déchirement douloureux que se fait le progrès.

Une fois dégrisé de la religion patriotique, nous avons écarté les plis de ces drapeaux où se trouvaient inscrits les noms de toutes les boucheries, pour voir ce que c'était que la patrie. La patrie comprend deux catégories d'individus. Les uns, assis autour d'une table, travaillent à des travaux de direction, pénibles parfois, mais singulièrement rémunérateurs. A la place d'honneur sont assis les financiers. Après d'eux sont les actionnaires des grandes Sociétés, les Cours, les Conseils de l'ordre et quelques commerçants arrivés. Loin de cette table, il y a une quantité de gens qui travaillent comme des bêtes de somme, modestes commerçants, petits patrons, humbles propriétaires ruraux, et l'armée immense des gens qui ne possèdent rien. Voie ce que c'est qu'une patrie ! C'est la juxtaposition de ces deux groupes d'hommes que M. l'avocat général ne veut pas considérer comme des castes.

Nous savons comment les grosses fortunes de notre classe se sont constituées, nous savons comment elle a acheté à vil prix les biens ecclésiastiques. Nous savons comment elle a su si bien défendre la propriété et si peu protéger le travail ! Pendant longtemps, la bourgeoisie seule a fait les lois, en a seule profité ; les grosses fortunes se sont édifiées sur l'écrasement des petits ; tous les instruments de travail importants, banques, usines, chemins de fer, sont entre les mains de ce que, dans notre argot socialiste, nous appelons des bourgeois ou des frelons. Je sais bien que M. l'avocat général nous a dit : Vous avez des droits, faites-les valoir par votre bulletin de vote ! En régime capitaliste, le suffrage universel est un régime faussé, car en dehors des abominables pressions exercées sur les électeurs, l'immense majorité des travailleurs est aux mains des grands journaux que vous tenez, et qui sont les maîtres de l'opinion. La liberté de réunion est un leurre. Bousquet en est ici la preuve. La liberté syndicale est annihilée par le pouvoir que les patrons ont de mettre à l'index les syndiqués ; la liberté de la presse est une plaisanterie ; dans le jury qui m'écoute, il n'y a que des patrons, pas un seul de ces pauvres héros qui auraient vibré aux paroles de Bousquet et d'Urban Gohier. Oui, qu'en dise M. l'avocat général, il y a en France deux classes : la nôtre, qui est ici sur le banc des accusés, et la classe bourgeoise, notre adversaire, qui est en face de nous pour nous juger et le ministère public, qui devrait représenter toute la société, n'est que l'avocat d'office des capitalistes.

Pour vous, les bourgeois, la patrie est une bonne mère, elle assure votre existence et vous avez raison d'être des patriotes ; je comprends même que vous essayiez de nous communiquer votre admiration pour elle, car vous avez besoin de nous pour être les chiens de garde de vos coffres-forts et de vos usines, pour voler Madagascar, piller Pékin et dépecer l'empire chinois, pour soutenir votre patriotisme marocain à 8 % d'intérêts.

Nous comprenons votre patriotisme bourgeois, mais souffrez que nous considérons la patrie comme une marâtre, comme un atrape-nigands servant à maintenir notre servitude économique. On nous dit que nous avons des libertés à défendre ! Cette hypothèse est absurde ! Même en cas de conquête, on ne pourrait nous enlever les li-

bertés que nous n'avons pas obtenues, mais arrachées aux bourgeois ; ni la magistrature allemande, ni l'armée allemande, ni la police allemande ne pourront nous faire taire, et nous saurons défendre les libertés que nous avons acquises et même en acquiescer d'autres !

Mais, si nous étions attaqués ? avez-vous dit, monsieur l'avocat général. Vous croyez que cela se voit ? Ce n'est pas ainsi que cela se passe dans la réalité. Ce n'est pas celui qui déclare la guerre qui est toujours le plus coupable.

Si la guerre éclate, ce sera par la rivalité de deux classes capitalistes, qui ne veulent pas lâcher l'os qu'elles tiennent. Quant à nous, nous disons non seulement : nous n'avons plus l'ombre du sentiment patriotique, mais : nous sommes décidés à former nos actes avec nos opinions, et lorsque vous nous demanderez le seul bien qui nous appartienne, notre vie, nous ne la donnerons pas ! On nous fusillera ! eh bien ! nous ne nous laisserons pas égorger ! Si un ordre de mobilisation arrive, nous y répondrons par l'insurrection. Vous avez fait les guerres civiles, vous avez raison. Les guerres internationales profitent aux classes capitalistes, même à celles de la nation vaincue. Vous renouvelez le matériel de la guerre, vous prêtez au gouvernement l'obligé de payer l'indemnité de guerre. Il peut arriver que des guerres internationales intéressent, parce que ce sont des guerres qui sont le prolongement de guerre civile, comme la lutte des Français à Valmy contre l'Europe coalisée !

Qu'est-ce que la guerre de classe que nous préconisons ? Est-ce que nous voulons vous engorger ? Non. Vous n'êtes pas individuellement responsables de l'état de choses actuel. Nous ne vous en voulons pas à vous. Nous voulons mettre la main sur les instruments de travail : mines, usines, maisons d'habitation...

M. LE PRESIDENT. — Voilà une vraie conférence. Elle a peut-être trop duré. Nous connaissons maintenant votre mentalité...

M. HERVE. — J'ai terminé. J'ai voulu indiquer à MM. les jurés l'idéal pour lequel nous luttons. Nous avons, d'ailleurs, les mêmes idées d'un côté comme de l'autre de nos frontières. Nous savons de source sûre que nos camarades allemands feraient comme nous l'insurrection en cas de guerre. En 1878, Bismarck, effrayé des progrès des socialistes, fit voter et appliquer contre les socialistes des lois qu'on appelle en Allemagne des lois de fer et cependant, les socialistes allemands n'ont pas été brisés, car, en 1890, ils étaient trois millions, au lieu d'un million en 1878, et le gouvernement allemand dut abroger ces lois d'exception. C'est dans cet ordre d'idées qu'après le discours de Marcel Sembat à la Chambre française, Beland en fit un semblable au Reichstag allemand.

Si votre patrie française reste ce qu'elle est, ne complex pas sur nous ; à vous de la réformer, si vous voulez notre concours. Telles sont nos idées : je ne vous demande pas de les approuver, mais d'y réfléchir et de vous souvenir qu'elles ont, pour les défendre, des gens résolus. Nous avons parcouru la France pour diffuser nos idées, nous la parcourons encore, certains de voir, avec le temps, nos idées grandir et prévaloir.

MIGUEL ALMEREYDA présente les explications suivantes :

Je veux tout d'abord, messieurs, protester à cette barre contre une parole prononcée par M. l'avocat-général au cours de son réquisitoire. Aujourd'hui, en 1905, à une époque où l'esprit de critique et d'examen s'affirme chaque jour davantage, M. l'avocat-général a osé dire : « Je parle le langage du droit, le seul qui puisse être tenu en cette enceinte. »

Eh ! bien, non ! le langage du droit doit céder le pas au langage de la raison. Je sais, messieurs, qu'entre les jurés que vous êtes et les juges professionnels, qu'entre votre juridiction et celle des magistrats de métier, il existe une différence sensible. Je sais qu'aujourd'hui d'être des juges vous êtes des hommes. Vous pouvez, alors que le magistrat se trouve dans l'obligation méprisable...

LE PRESIDENT. — Je ne permettrai pas...

ALMEREYDA. — ... d'appliquer aveuglément la loi, souvent même contre ses propres convictions, vous pouvez, vous proposer un verdict en conformité avec votre raison. En vous, la conscience humaine peut — parfois — triompher de la légalité. Aussi ne m'arrêterai-je pas aux prétentions de M. l'avocat-général. Je n'aurais pas pris la parole après les excellentes déclarations de mes camarades Bousquet, Gohier et Gustave Hervé, si l'association dont je suis le secrétaire n'avait été mise directement en cause. Dans le dessein évident d'obtenir de vous un verdict de condamnation, M. l'avocat-général vous a présenté l'« Association Internationale Antimilitariste » comme inexistante à l'étranger. C'est l'éternel et ridicule grief qu'on adresse à notre propagande. On accepte bien de considérer comme légitime, humaine, noble, élevée, l'action qui vise à la suppression des antagonismes sociaux, des luttes fratricides entre les différents peuples qui composent les nations actuelles, mais on se refuse à en assurer la réalisation. Certes, nous dit-on, vos doctrines revêtent un caractère de générosité contre lequel on ne saurait s'élever. Mais, malheureux, ne voyez-vous donc pas qu'à la minute précise où vous vous livrez, en France, à cette propagande, autour de vous s'accomplit un travail contradictoire et ennemi ! C'est la preuve irrécusable du contraire que je veux, messieurs, apporter devant vous.

Je pourrais me retrancher derrière les attestations apportées à cette barre par les nombreux témoins autorisés qui y ont défilé. Je pourrais exciper des documents fournis, deux heures durant, par mon complice Urban Gohier. Cela ne me suffit pas. Autorisez-moi à mettre sous vos yeux des témoignages qui ne manqueraient pas de vous édifier sur la foi qu'il convient d'attacher sur affirmations de M. l'avocat-général.

Almeryda lit alors une série de lettres provenant pour la plupart de Nieuwenhuis, secrétaire général de l'Association antimilitariste, dans lesquelles il est donné des renseignements, concernant l'action antimilitariste dans divers pays, notamment en Hollande, en Espagne, Danemark.

M. l'avocat-général, reprend notre ami, s'est étonné de ne pas voir l'Allemagne mentionnée au nombre des nations ayant participé au Congrès d'Amsterdam. De ce

fait il a tiré d'habiles effets de nature à vous influencer. Je sens bien toute l'importance de son argumentation. « Si la nation militariste par excellence, nous dites-vous, n'effectue pas dans le même but et par les mêmes voies une action identique à la vôtre. Comment pourrions-nous ne pas comprendre tout le péril et toute la duplicité d'une semblable attitude. » M. l'avocat-général n'a oublié qu'une chose : c'est que les statuts dont il vous a fait la lecture sont datés de juin 1904. Nous sommes en décembre 1905 ; et croyez bien, messieurs, que cette année n'a pas été sans porter ses fruits. L'Allemagne a adhéré à notre association et voici qui va dissiper vos derniers doutes.

Et Almeryda lit une lettre de Domela Nieuwenhuis annonçant l'adhésion de l'Allemagne et présente au jury un numéro de *Generalstreik*, journal publié en allemand, portant en exergue le monogramme de l'A.I.A.

Vous le voyez, dit-il, l'argument principal invoqué contre nous s'écroule. Et si vous admettez que la seule condition pour que notre propagande soit admissible, c'est qu'elle s'accomplisse en même temps dans toutes les nations, vous voilà placés dans la nécessité d'applaudir à l'œuvre entreprise par les hommes qu'on défère à votre jugement. C'est tout ce que nous avions à démontrer.

Je ne veux pas quitter cette barre sans relever une parole malheureuse prononcée par un des accusés. On a dit : Nous sommes antipatriotes parce que nous n'avons rien à défendre. C'est là une inexactitude. Quelle que soit la condition sociale que l'on occupe, on doit se prononcer contre l'idée de patrie. L'argument invoqué tout à l'heure est, tout au plus, une explication. Notre situation ne peut, en aucun cas, être considérée comme la raison unique de nos conceptions internationalistes. Car vous seriez en droit de nous répondre qu'il suffirait alors que nous fussions des privilégiés pour, d'un coup, nous transformer en patriotes et en militaristes. Nous sommes des ennemis de l'idée de patrie parce que, à tort ou à raison, nous considérons la disparition des rivalités entre nations et du système militaire comme la condition essentielle pour arriver à la destruction totale du milieu social actuel. Et en cela, votre intérêt comme le nôtre, l'intérêt du riche comme celui du pauvre, se trouvent confondus.

CLEMENT s'exprime ainsi :

On nous fait un procès de tendances, ce qui est abominable, dans un temps de libre examen. L'armée n'est qu'une institution et, comme telle, elle est soumise à tous les examens et à toutes les critiques. Pourquoi vouloir imposer aux gens un tabernacle saint, devant lequel tout le monde doit s'incliner ? Jamais aucun patriote n'a pu me donner une explication scientifique de l'idée de patrie, mais seulement des déclarations intéressées. Comment se fait-il que, chez certaines gens, ce dogme inexplicable soit enraciné ? C'est grâce à l'autoritarisme symbolique de la première éducation qui étouffe l'esprit critique de l'enfant, à l'atelier qui étouffe toute initiative. Le sentiment militariste réel n'existe pas, et nous n'avons fait que de traduire sous une forme violente un sentiment commun.

Et par une dialectique serrée, Clément montre que c'est véritablement un procès de délit d'opinion que l'on intente aux antimilitaristes.

L'audience est suspendue.

A peine la Cour s'est-elle retirée qu'un violent incident se produit. Comme celui de la veille, il est provoqué par un de ces jeunes avocats nationalistes qui pullulent au barreau de Paris et qui trouvent très courageux durant tous les débats d'insulter les accusés. Aussitôt, celui-là fut-il verbalement relevé par un camarade qui avait entendu ses propos. De violentes protestations s'élevèrent contre le vive l'armée. Une bagarre s'ensuivit. Appelé en toute hâte, le président ordonne aux gardes de faire évacuer la salle. Nouvelles protestations. Bref, notre nationaliste est jeté hors la salle d'audience, conspué par la majorité des assistants et non sans avoir, au préalable, reçu quelques horions.

A la reprise, AMILCARE CIPRIANI déclare

Je n'ai qu'à remercier les camarades qui m'ont précédé, et à me joindre à eux pour attendre la décision du jury.

LEGUERY a la parole.

Avant de partir au régime, j'étais patriote comme les autres. Mais la nécessité d'obtenir aveuglément comme soldat, d'acquiescer ensuite un grade par force, puis de commander aux autres avec brutalité, me fit prendre en horreur un métier que j'aurais pu aimer. Je n'admets pas l'intervention de l'armée dans les grèves ; mais si nous avons donné aux soldats le conseil de tirer sur leurs officiers plutôt que sur le peuple, ce n'est pas pour pousser au meurtre prémédité et de sang-froid, c'est dans le but de faire réfléchir officiers et soldats aux conséquences d'un ordre meurtrier. Mes camarades et moi crions : « Guerre à la guerre ! » et voulons rénover le monde par le travail !

Notre camarade FELICIE NUMETSKA s'exprime ainsi :

Je suis de l'avis de notre camarade Almeryda. Au fond de l'antipatriotisme réside la question sociale tout entière. Je suis donc à ma place parmi ces ouvriers. Farceur pour l'étude, grâce à la persévérance de ma mère, je suis devenue une quasi-bourgeoise, puisque je suis professeur de l'Université, en congé il est vrai. Je prends toute la responsabilité de ma signature apposée au bas de l'affiche poursuivie. Je l'ai signée en pleine connaissance de cause, car voici plusieurs années déjà que, comme secrétaire de la section d'Asnières de l'A.I.A., je fais une active propagande antimilitariste. Comme femme, j'ai encore moins de patrie que mes camarades, car je ne jouis même pas des ombres de liberté dont ils jouissent ; le suffrage universel n'existe pas

pour moi et la loi française me traite en incapable. Voilà pourquoi je ne suis pas patriote, et voilà pourquoi aucune femme ne devrait l'être.

On m'accuse d'avoir participé à une exaltation au meurtre. Je trouve cela grotesque et bouffon. Nous ne sommes ni des meurtriers, ni des bandits ; nous sommes des pacifistes et des humanitaires, nous trouvons comme des bourgeois que la guerre est criminelle et nous estimons que tous les moyens sont bons pour l'empêcher.

Les paroles de Félicie Numietska produisent une profonde impression.

C'est au tour du camarade LAPORTE de s'expliquer. Il le fait en ces termes :

Le mouvement antimilitariste que nous représentons n'est pas l'idée de quelques-uns ; plus de 400.000 travailleurs adhèrent à l'antipatriotisme, en France ; des millions dans d'autres pays. Les travailleurs organisés ne veulent pas plus d'armées que de frontières !

L'exiguïté du format du *Libertaire* nous oblige à résumer le plus succinctement possible la pensée de nos camarades. A regret nous nous soumettons aux exigences de notre journal, car les idées développées à la Cour d'assises par les 28 prévenus, mériteraient d'être rapportées dans leur intégralité. C'est d'ailleurs ce que nous nous proposons de faire par la suite.

LAZARE ROGÉON estimant que sa pensée a été suffisamment exprimée par les camarades qui ont déjà pris la parole déclare renoncer à la prendre à son tour.

Néanmoins, il tient à déclarer devant les jurés que l'antimilitarisme a son adhésion entière et complète.

La parole est ensuite donnée à notre camarade GEORGES YVETOT.

Durant une heure trente cinq, Yvetot développe les idées qui l'ont amené à apposer sa signature au bas du manifeste « Aux conscripts ». Citons de son long discours les passages suivants :

L'antimilitarisme, dit-il, n'est pas neuf. Dès après la guerre, l'arbre de l'internationale ouvrière a poussé de nouvelles branches et l'association des travailleurs dissoute dans le massacre de la Commune, se reconstitua rapidement. L'antimilitarisme n'est pas davantage cantonné en France ; un mouvement important existe en Allemagne ; en Russie, la propagande fleurit depuis de longues années.

Notre patrie à nous n'a pas plus de frontières que la solidarité humaine. L'idée de patrie n'est qu'une fumisterie. La patrie n'existe pas au point de vue scientifique ; la patrie c'est l'endroit où l'on est bien, où l'on a ses intérêts, et cet endroit peut changer suivant les circonstances. Les soldants libérés dont nous jouissons sont leur, la liberté syndicale a été étouffée dans son germe, le suffrage universel a été transformé en un instrument d'oppression bourgeoise. Les faits, d'ailleurs, justifient pleinement notre propagande : hier encore, un malheureux gréviste a été, à la Rochelle, lardé de coups de baïonnette par des soldats. La caserne, c'est, comme la dit un auteur, le tombeau du patriotisme.

Yvetot lit un certain nombre d'extraits littéraires et philosophiques, condamnant la guerre, et termine en lisant une lettre de M. Laurent Tailhade, qui a refusé de signer l'affiche poursuivie, dans laquelle cet écrivain décerne de vives louanges au *Manuel du soldat*, dont, dit Yvetot, l'affiche n'est qu'un résumé.

NESTOR BOSCHÉ déclare, en substance qu'il a commencé à être soldat en 1870, mais que la lâcheté des chefs a énormément contribué à le rendre antimilitariste.

LE BLAVEC expose brièvement des idées identiques à celles de ses coaccusés. Son discours est agrémenté de quelques pointes qu'il décoche ironiquement à l'adresse de certains chefs du socialisme parlementaire.

Il lit un discours, notamment, prononcé par Aristide Briand, dans un congrès socialiste. Il déplore que ce futur ministre préconisant jadis la grève des militaires, ne soit pas assis comme lui sur le « banc d'infamie ».

CASTAGNE expose rapidement la doctrine collectiviste et déclare qu'être antimilitariste, c'est nécessairement être antimilitariste.

LOUIS GRANDIDIER déclare simplement :

Je ne suis pas antimilitariste seulement depuis que j'ai signé l'affiche, par suite, quel que soit votre verdict, vous ne pourrez rien changer à mes idées.

DUBEROS est entendu :

On nous a reproché, dit notre camarade, un délit de droit commun : la provocation au meurtre ; nous protestons énergiquement contre cette qualification. En vérité nous nous poursuivons pour un délit d'opinion.

On a dit que l'armée n'intervenait dans les grèves que pour assurer le respect de la loi ; ceci est inexact, car, lorsque des ouvriers se sont mis en grève pour faire respecter la loi Millerand-Colliard, la troupe est venue, une fois de plus, se mettre au service du patron violent la loi, contre l'ouvrier en demandant l'application. Voilà une des raisons pour lesquelles les ouvriers sont antimilitaristes et la plupart des organisations syndicales approuvent unanimement les termes de l'affiche qu'on nous reproche. C'est à Londres que l'insurrection en cas de guerre. Aucune poursuite ne fut intentée.

On demande au jury d'être moins libéral que le gouvernement anglais ; nous sommes sûrs de votre réponse.

Dubéros qui est comme on le sait, le secrétaire de l'Union des Syndicats, de la Seine est admirablement placé pour montrer le rôle odieux joué par l'armée dans les grèves. Aussi les nombreux documents qui constituaient le fond de son discours ont produit une bonne impression.

Quelques accusés restent encore à entendre. L'audience est suspendue.

Dès la reprise de l'audience, EUGENE MERLE s'explique sur les raisons pour lesquelles il a signé le manifeste de l'A. I. A.

Je vous avoue, messieurs les jurés, qu'il m'est difficile de prononcer quelques paroles après les si nombreux et substantiels discours que vous avez entendus. N'ayant pas cru utile d'être assisté d'un avocat, il m'importe, sous peine d'avoir l'air de me dérober, que je m'explique.

La force de nos idées est déterminée par deux choses essentielles : notre sincérité d'une part et l'exactitude de nos démonstrations de l'autre. On peut reprocher au manifeste sa forme brutale, mais ce reproche n'a qu'une valeur relative ; il ne dépendait que de nous d'endosser son texte par des fleurs de rhétorique. Nous l'avons voulu brutal pour qu'il frappe mieux les consciences.

Dans son réquisitoire, M. l'avocat général ayant essayé de montrer la Patrie comme une grande famille, une mère commune, notre ami réfute, un à un, les arguments de M. Séligman.

A l'aide de documents probants, Merle démontre les sophismes grossiers qui se cachent derrière les phrases de l'avocat général.

La patrie, une mère commune, s'écrie-t-il ! M. l'avocat général a sans doute oublié de consulter les statistiques nombreuses publiées sur l'état économique des nations. Il aurait pu voir, par exemple, dans celle publiée dernièrement par notre ministère des finances, qu'en France 650.000 capitalistes environ font la loi, par la puissance de leurs capitaux, à plus de 37.000.000 de citoyens.

Et longuement E. Merle développe, les raisons pour lesquelles les spoliés doivent être des antimilitaristes. Loin d'être des théories de résignations et de renoncement, nos idées, au contraire, sont l'affirmation de robustes pensées.

Pour nous, nos libertés fantômes ne valent pas la peine d'être défendues au prix de notre sang. Nous voulons faire la révolution pour en conquérir de moins éphémères que nous défendrons, ensuite, les armes au poing si on tentait de nous les ravir.

RENE MOUTON, ARNOLD BONTemps ET CHANVIN renoncent à la parole.

FRONTIER déclare qu'il s'en rapporte aux déclarations des précédents accusés. Deux camarades restent encore à entendre CARNERY et COULAIS. Résumons brièvement leurs déclarations. Garnery s'explique en ces termes :

J'ai quarante ans, je suis ouvrier et célibataire. En réfléchissant, je me suis rendu compte que la patrie n'était qu'une idée sans valeur, un mot vide de sens. Je n'admets pas que l'armée vienne dans les misères à l'aide du capital contre les misérables, et qu'on donne du plomb à ceux qui demandent du pain. Le mouvement internationaliste ouvrier, la poussée syndicaliste sont nés de la misère du peuple.

Coulais dit :

Le drapeau est un fantôme pour faire marcher les foules ; l'honneur national est un mot vide de sens inventé par trois millions d'individus pour en berner onze millions d'autres. L'armée, c'est la guerre, le meurtre, le pillage, c'est l'école où j'ai appris à tuer. Au lieu de nous traîner sur les bords de la Cour d'assises, on aurait dû y faire figurer les officiers qui ont ordonné les fusillades dans les grèves ; ils auraient été plus nombreux que nous. En donnant aux soldats le conseil de tirer sur leurs officiers et non sur nous, nous faisons œuvre non seulement de défense individuelle, mais œuvre d'épuration sociale.

Les Plaidoiries

Le Congrès se continue avec les avocats de la défense.

M^e LAGASSE, avocat de Yvetot, Desplanques et Grandidier, prend le premier la parole.

Il développe cette thèse que le jury ne peut condamner, parce qu'il est en face, quoi qu'en ait dit le ministère public, d'un délit d'opinion et que sa mission consiste à réprimer des actes et non pas à approuver ou à réprouver telles ou telles doctrines.

Est-ce que, du reste, une condamnation arrêterait la propagande des prévenus ? Cette condamnation, quelques-uns la désirent, au contraire, parce que, ils y puiseraient une force nouvelle pour poursuivre efficacement leur propagande.

Le seul remède, peut-être, ce sont les réformes sociales. Les parlementaires, les magistrats, tout le monde, en un mot, doit faire à cet égard son profit de ces déclarations que le prétoire de la Cour d'assises a entendues retentir. La condamnation ! Sait-on quelle en serait la conséquence ? C'est que demain ce sera un nouveau procès moins ! Deux mille syndiqués sont prêts à signer une nouvelle affiche !

Ce n'est pas par des rigueurs puériles qu'on met un frein à des idées, quelle qu'en soit la valeur. C'est par la discussion, quand elles sont fausses ; c'est en s'en inspirant pour faire de nouvelles lois, lorsqu'elles contiennent, en tout ou partie, la vérité.

Le docteur MESLIER, député de la Seine, autorisé par le président à présenter la défense d'Almeryda, prend la parole.

Après avoir fait connaître son client,

il fait l'éloge d'Amilcare Cipriani, le « héros mutilé de toutes les indépendances sociales et humaines, la plus haute personnalité morale qui soit au monde » et de mademoiselle Numietska « que ses concitoyens tiennent en si haute estime à raison de sa vertu, de son courage et de sa modestie ». Puis, il expose ce qu'il pense de l'armée. Comme médecin, il estime que la France tient le record de la mort par la tuberculose, et cela à cause de la caserne actuelle. La tuberculose engendre l'alcoolisme. Les soldats malades, mal nourris, mal habillés, se livrent à l'alcool pour tromper leurs souffrances. Bref, la caserne est « une pourvoyeuse de tombes ». Elle représente aussi un « crime permanent contre la liberté de l'individu ».

Le Dr Meslier raconte les violences qu'il a constatées en temps de grève de la part des officiers, et s'élève contre les excès du militarisme, qu'il prétend redoutable en France.

Il fait le procès de la société moderne. Il veut l'égalité pour tout le monde, pour tout le travail. Celui qui ne travaille pas vole son pain à la collectivité. (Bravo ! bravo ! au fond de l'auditoire).

A maintes reprises, même comme officier, il a exprimé les idées des signataires de l'affiche et donné les mêmes conseils. Pourquoi ne l'a-t-on pas poursuivi ? Si demain mon commandant ou mon colonel à l'occasion des troubles sociaux commettait le crime de se retourner contre la volonté de son pays, je sais ce que je ferais, je n'hésiterais pas à faire mon devoir.

Nous ferons la guerre contre la guerre, je la ferai parce que j'ai vu, dans l'exercice de ma profession médicale au milieu des classes laborieuses, la misère se développer. On croirait que le progrès n'est que dérision, si nous ne savions que toutes ces tristesses sont dues aux vices de l'organisation sociale.

M^e WILM plaide pour Bousquet, Coulais, Rogeon et Perceau.

C'est avec une grande éloquence et une belle hardiesse qu'il démasquera la basse manœuvre électorale que cachent les poursuites dont l'A. I. A. est l'objet.

MM. LAFONT, CHESNE, URY, DELMONT, etc., ont également contribué à donner à ce procès une haute signification et une grande portée propagandiste.

De l'excellente plaidoirie de M^e PERISSOU, nous rapportons les passages suivants, qui marquent bien quel a été le caractère de ces cinq journées de controverse antimilitariste.

Tout le monde, à notre époque, est ou devient internationaliste, de façon différente, c'est possible ; mais le malheur, c'est que, bien humainement du reste, chacun se croit en possession de la vérité définitive et, cependant, on entend refuser à son voisin le droit de suivre son propre exemple.

Quels sont, à l'heure actuelle, les soutiens les plus bruyants des principes de nationalités ? Ce sont à la fois les représentants des classes riches, des classes religieuses et des classes dirigeantes. Parlez-vous d'internationalisme, ils ne trouveront pas d'épithètes assez violentes pour le condamner, le vouer aux malédictions des plus terribles ; et cependant, ils le pratiquent tous les jours.

Que fait donc, en effet, ce capitaliste millionnaire qui prend le paquebot pour Londres ou le train pour Berlin ! Va-t-il faire un voyage d'agrément, ou mieux, se livrer à une étude des mœurs et des forces industrielles de nos voisins ? Pas du tout. Il va tout simplement placer dans de profitables entreprises étrangères les capitaux qu'il vient d'arracher au travail français.

Que fait encore cet évêque français ou allemand qui se promène au milieu des ruines merveilleuses de la Rome antique ? Vient-il rechercher des émotions artistiques, ou élaborer quelque œuvre passionnante d'archéologie ? Non pas. Il vient prendre les conseils et les ordres du pape italien pour guider vers le bien ses fidèles français et allemands.

Ce sont là, paraît-il, des formes du patriotisme.

Mais ce n'est pas tout et si des faibles mortels nous passons à ces étres supérieurs que sont les souverains, le tableau sera plus édifiant encore.

Là, c'est en famille qu'on se partage les trônes de tous les États les plus divers, aux intérêts les plus opposés. Vous savez, messieurs les jurés, qu'il y a en Europe une dynastie, et je crois ne soulever en la nommant aucune difficulté diplomatique. Je veux parler du Danemark, qui possède, si je puis m'exprimer ainsi, le monopole ou, plus exactement, le trust véritable des couronnes impériales ou royales.

Un jeune souverain éprouve-t-il quelques velléités de mariage et veut-il assurer sa descendance ? Ah, ce n'est pas difficile. Un train extraordinaire, un ambassadeur aussi extraordinaire à la cour du futur beau-père, quelques discours où l'on parle pour ne rien dire et, timide et belle, une princesse tend sa blanche main au fiancé inconnu.

Faut-il, au contraire, un roi, comme en Suède, par exemple ? Alors c'est encore plus facile. Un simple coup de téléphone, une demi-heure de discussion sur le chiffre de la liste civile allouée au futur monarque, le temps à peine de respirer une bouffée de l'air pur de la liberté, et le nouveau maître est arrivé.

Il paraît que c'est ainsi que se créent les dynasties nationales.

Je veux bien le croire, mais je vois là plutôt un exemple de bel internationalisme, l'internationalisme de l'intérêt.

Ah, ils ont, eux, le droit de n'avoir point de patrie ; ils peuvent abandonner leur terre natale, entrer même en guerre contre elle, peu importe. Ils ne deviendront pas des traitres parce qu'on n'a plus de patrie d'origine quand on devient roi.

Le Verdict

C'est fini. Voici l'instant où douze hommes, sans rien connaître des idées et des individus qu'ils ont à juger, vont décider de leur liberté.

Après deux heures de délibération, pendant lesquelles les accusés causent, fument, sans paraître autrement émus, le jury revient rapportant un verdict de culpabilité pour tous les accusés, sauf pour Félicie Numietska et Amilcare Cipriani. Les circonstances atténuantes sont accordées à Perceau.

En conséquence, la cour condamne :

Gustave Hervé à quatre ans de prison ;

Miguel Almeryda, G. Yvetot et Sadrin à trois ans ;

Louis Grandidier à deux ans ;

Bousquet, Garnery et Coulais à quinze mois ;

Urban Gohier, Desplanques, Clément, Rogeon, Pataud, Bosche, Bontemps, Le Blavec, Castagné, Dubéros, E. Merle, Mouton, Frontier et Chanvin, à un an ;

Perceau à six mois.

En outre chaque accusé est condamné à cent francs d'amende.

Félicie Numietska et Amilcare Cipriani sont acquittés.

Aussitôt ce verdict prononcé, Félicie Numietska se lève, blême d'indignation :

— Je proteste, crie-t-elle, contre le jugement imbécile du jury en ce qui me concerne. Je proteste et j'ai le droit de protester. C'est un jugement d'idiot. Ce sont des imbéciles !

M. le président. — N'insultez pas le jury. Nous allons sans cela prononcer une condamnation d'un autre genre.

Mlle Numietska. — Je m'en moque !

A son tour, Cipriani proteste :

— Je demande à dire deux mots. J'ai à protester contre cette injuste décision... J'assume les responsabilités... Je veux partager le sort de mes camarades... Ce que l'on vient de faire est une indignité, une honte !

M. le président. — Faites sortir les deux juges.

Le président pose ensuite la question d'usage : « N'avez-vous rien à dire sur l'application de la peine ? » Et nous assistons alors à la scène la plus saisissante qu'il nous ait été donné de contempler. Sans vaine forfanterie, avec la calme et la dignité, mais aussi avec la fermeté qu'il convient, chacun des accusés répond à la question :

BOUSQUET. — Il n'existe plus de liberté sous la République.

SADRIN. — Je ne dis rien parce que j'ai vingt-six camarades derrière moi.

GUSTAVE HERVE. — J'ai à remercier le jury de la bonne besogne qu'il vient de faire et de ce qu'il a illustré d'une façon remarquable la thèse que j'ai soutenue ici. Vous aviez, messieurs les jurés, juré de nous juger sans haine et sans crainte.

LE PRÉSIDENT. — C'est à la Cour et non à MM. les jurés qu'il faut vous adresser.

HERVE. — MM. les jurés ont fait le serment de nous juger sans haine et sans crainte et ils nous ont jugé avec l'opinion publique, des journaux capitalistes et du qu'en dira-t-on des gens de leur classe. Ils ont bien travaillé pour creuser entre leur classe et nous l'abîme où nous les jetterons !

ALMEYREDA. — Je remercie le jury des très républicaines éternelles qu'il nous donne. Ce qui me touche, plus que votre verdict, c'est la protestation de ceux qui sont acquittés.

CLEMENT. — Les jurés viennent de travailler pour la révolution sociale...

LE GUERY. — S'il y a une peine à subir, je la subirai de bon cœur.

BAUDIN. — Je remercie le jury.

YVETOT. — Je tiens le record des condamnations pour antimilitarismes... j'ai toujours — condamné ou acquitté — promis de recommencer et j'ai tenu parole. Cette fois encore je vous promets bien de recommencer. Soyez persuadés que je tiendrai ma promesse...

NICOLET. — Il y a longtemps que, dans ma conscience, je me suis acquitté.

PATAUD. — Je ne m'étais pas fait illusion sur la justice d'adversaires de ma classe.

PERCEAU. — Je remercie le jury non des circonstances atténuantes qu'il m'a accordées mais de son verdict de condamnation. Ce n'est pas ça qui empêchera les militants de continuer leur propagande.

LE BLAVEC. — Je remercie le jury d'avoir fait de la bonne propagande antimilitariste...

CASTAGNE. — Je préfère avoir été condamné qu'acquitté.

DUBEROS. — Le jury a montré, en nous condamnant, qu'il était l'ennemi de notre classe. Il ne faut pas raisonner avec les bourgeois. Il faut taper, puisqu'ils tapent...

MERLE. — Votre condamnation me laisse indifférent... Ma mère m'a écrit, ce matin, que quelque soit le verdict, je sortirai grand de la cour d'assises...

MOUTON. — Le jury nous condamne, mais un million de travailleurs nous acquittent.

FRONTIER. — Mon père a une pension de 80 francs comme ancien militaire. Il vient de m'écrire que, à la suite de ce procès, il craint de la perdre. Mais il est fier de son fils.

GARNERY. — Je n'aurai plus de doute sur la conduite à tenir.

CHANVIN. — Cette condamnation, c'est la révolution de demain. Le sang rejaillira sur nous.

COULAIS. — Je remercie le jury. Il nous jette un gant. Nous allons lui jeter le Manuel du Soldat à la face, ça vaudra mieux !

Ce qu'on pourra trouver inique dans la conclusion de ce procès, c'est moins la gravité des peines prononcées que les classifications établies, et par le

jury et par le tribunal lui-même. Qu'une affiche ait été placardée, revêtue des signatures des vingt-huit inculpés, c'est incontestable. Il n'était nullement besoin de faire défiler à la barre une vingtaine de sergents pour affirmer, ce que nul ne songeait à nier. Comment, se dira la conscience populaire, qui n'est pas tout à fait la même que la « conscience universelle » de ces messieurs du Conseil de l'Ordre, comment, voici vingt-huit personnes qui ont commis, non pas vingt-huit délits différents, ce qui expliquerait la différence des peines, mais le même délit sans qu'un seul assistant ait songé à rechercher un degré de culpabilité plus grand chez l'un que chez l'autre, et au prononcé du jugement, les uns sont frappés de quatre, trois, deux, un an ou six mois de prison ! Deux même sont acquittés ! Pourquoi cette gradation, et pourquoi surtout ces acquittements ?

La conscience populaire si elle se pose ces questions, devra se reporter aux déclarations de Gustave Hervé. Le jury et le tribunal, ont jugé avec leur esprit de classe. Et de là les condamnations diverses. Mais, ce qu'on a espéré les bourgeois de la Cour d'assises, c'est-à-dire la fin de la propagande antimilitariste, ne sera pas atteint. Cette propagande n'est pas le résultat d'un emballement aussi momentané qu'irraisonné, elle répond à un état d'esprit que les antimilitaristes n'ont pas créé, dont ils n'ont eu qu'à profiter. Aussi, elle ne saurait cesser parce qu'il a plu à douze illustres inconnus de condamner vingt-six des nôtres. Au contraire, la propagande antimilitariste continuera malgré ou à cause des poursuites dont elle est l'objet.

Et, si la justice (?) veut encore sévir, elle a du pain sur la planche. L'antimilitarisme, quoi qu'en pense M. Jacques Dhurr, ne mourra pas parce qu'on n'enverra plus de soldats aux grèves. L'antimilitarisme ne disparaîtra qu'avec la disparition de l'armée, de toutes les armées.

Rappelons que la condamnation a été prononcée par sept voix contre cinq. Ainsi il eut suffi du déplacement d'une voix pour que ce que le ministère public appelait pompeusement la « conscience publique », acquittât les 28 inculpés.

Impressions d'une Acquittée

J'ai reçu ce matin une lettre d'une de mes anciennes compagnes de Sevres, qui occupe actuellement un poste élevé dans la hiérarchie universitaire. Une sincère et fraternelle amitié nous a toujours unies pendant notre séjour à l'école et depuis plus de dix ans que nous l'avons quittée. « Je viens de lire l'arrêt qui vous concerne, me dit-elle, je ne comprends pas pourquoi vous êtes acquittée, tandis que vos compagnons de lutte subissent de dures peines, mais enfin je suis heureuse que vous n'ayez pas eu de condamnation ». Je ne veux retenir ici que la première partie de cette affirmation : « Je ne comprends pas pourquoi, etc. ». Eh bien, moi non plus je ne peux pas comprendre... J'éprouve un profond sentiment de tristesse et de mélancolie à me voir ainsi écartée d'une main inintelligible et dédaigneuse. L'indignation, la colère de la première minute se sont calmées. S'il dépendait de moi de repousser cette grâce humiliante, nul doute que je ne l'eusse fait fièrement, joyeusement. Il y a une certaine douceur à souffrir ensemble pour une cause que l'on croit juste, quand ensemble on a travaillé, combattu.

Cette désertion imposée m'est pénible. Elle va grossir le nombre déjà si grand des injustices sociales que j'ai eues à subir, parce que femme. Et quand j'essaie de faire la psychologie de ce verdict d'acquittement, je sens que je me heurte à tous les vieux préjugés d'une société mourante, je l'espère. Dans l'étroite cervelle des douze échantillons de la bourgeoisie qui étaient appelés — pourquoi ? — à statuer sur notre sort, à mes camarades et à moi, la « galanterie française » est passée à l'état de dogme irraisonné, au même titre que le mépris de la femme ou que le patriotisme. Ils m'ont acquittée parce que je suis de leur monde, parce qu'instinctivement ils me rangent dans la catégorie des femmes qu'on respecte, avec la même sérénité d'âme et la même incompréhension qui les ont poussés en d'autres cas à condamner férocement une pauvre fille accusée d'infanticide ou une prostituée.

Je sais trop combien notre société bourgeoise est dure, cruelle, injuste pour la femme, pour voir dans cet acquittement autre chose qu'un de ces gestes de niaise « galanterie » dont toute femme qui pense a l'horreur.

Qu'on me permette, maintenant, d'ajouter que ce qui m'indigne, au moins autant que cet acquittement imbécile, c'est la condamnation de mes camarades. Cette condamnation m'indigne et m'afflige. Elle fait toucher du doigt, elle met à nu à la fois la puissance et l'essentielle iniquité de l'organisation sociale, en particulier de ce qu'on ose appeler la Justice. Une seule chose serait susceptible d'adoucir mon regret : C'est qu'on fit rendre à cette sentence tout ce qu'elle comporte ; je veux dire toute la somme de révolte qui doit en sortir. Non, il ne faut pas que les meilleurs, les plus hardis de nos camarades aillent passer en vain de trop longs jours dans des cachots. Il faut que cette condamnation monstrueuse soit un coup de fouet qui exalte les énergies des militants. Nous, qu'on laisse libres, sachons préparer le terrain et appliquons-nous à faire lever le germe de révolte, à féconder la semence d'iniquité pour qu'il en sorte une floraison superbe et vigoureuse pour les prochaines moissons.

A tous les militants, nous adressons un appel. Levons-nous, groupons-nous. Criions partout ce que nous avons vu, entendu pendant ces journées inoubliables. Il faut ébranler les colonnes du Temple, saper jusque dans ses bases cette société de mensonge, d'hypocrisie et de boue, renverser avec le militarisme la hideuse organisation d'une Justice pétrée de violences et d'audacieuses iniquités.

Félicie Numietska.

L'imprimeur-Gérant : Hélène LECADIEU, 15, rue d'Orsel, Paris.